

# Rédoc

Aix-Marseille  
université



Dans le cadre du  
Réseau international d'Écoles doctorales de l'AISLF et de l'AUF (RéDoc)

## RAPPORT

### SUR LA

#### 4<sup>ème</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

#### EN SOCIOLOGIE/SCIENCES SOCIALES

#### « DOMINATIONS ET RÉSISTANCES »

Organisée à Marseille du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2013  
par

le Département de sociologie d'Aix-Marseille Université et trois laboratoires de l'École doctorale « Espaces, cultures, sociétés », le LPED (Laboratoire Population Environnement Développement), le LAMES (Laboratoire Méditerranéen de Sociologie) et le LEST (Laboratoire d'Économie et Sociologie du Travail)



**RAPPORT SUR L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ  
EN SOCIOLOGIE/SCIENCES SOCIALES**  
**«Dominations et résistances»**  
**tenue à Marseille du 1er au 5 juillet 2013**  
**dans le cadre du RéDoc**

Par Jean-Marc Larouche  
Président du Comité scientifique du RéDoc  
et Amélie Groleau  
Coordonnatrice scientifique du RéDoc

*Introduction*

Ce rapport s'adresse d'abord aux diverses instances qui ont concouru à l'organisation et au financement de cet événement : au Labexmed, à l'Université d'Aix Marseille, à l'IRD, à l'ADRESS : Association pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales, à l'ED 355, au Département de sociologie de l'Université Aix-Marseille, au LPED, au LAMES, au LEST et à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Il s'adresse aussi bien sûr aux Écoles doctorales partenaires, au Comité scientifique du RéDoc, au Bureau de l'AISLF, à l'Université du Québec à Montréal, aux participants à la session de Marseille et au Résodoc, association qui favorise les liens et les échanges entre les doctorants-es\* du RéDoc.

Rappelons que cette Université d'été était la quatrième organisée dans le cadre du RéDoc. Suite à l'appel à participation, nous avons reçu 53 candidatures (81, 67 et 107 pour les u. précédentes de Lausanne/Ls, de Montréal/Mtl et de Tunis/Tn), dont 43 provenaient d'écoles doctorales (ED) membres du RéDoc (57, 45 et 76 à Ls, Mtl et Tn) et 10 d'ED hors RéDoc (19, 22 et 31 à Ls, Mtl et Tn).

Sur les 50 candidats retenus pour Marseille (62, 57 et 65 pour Ls, Mtl et Tn), une douzaine avaient déjà suivi l'une ou l'autre des sessions précédentes. Finalement, 45 de ces candidats ont pu participer à la session marseillaise<sup>1</sup> (49, 42 et 55 à Ls, Mtl et Tn), dont 15 (33%) en provenance d'Afrique du Nord ou subsaharienne (31%, 17% et 44% à Ls, Mtl et Tn) auxquels il faut ajouter deux étudiants provenant du Madagascar. À noter que seulement deux doctorants du Sud n'ont pu participer, pour cause de conflit d'horaire ou de confirmation trop tardive. Mentionnons que, malgré certains retards, le processus de demande et d'obtention des visas pour les étudiants du Sud s'est plutôt bien déroulé.

Treize professeurs-es\*, de six différents pays (Belgique/2; Égypte/1; France/6; Québec/2; Sénégal/1; Tunisie/1), ont participé aux activités de l'Université d'été, la plupart pour plusieurs jours et cinq d'entre eux pour toute la semaine. Leur présence, ainsi que l'implication active d'une équipe de 15 professeurs locaux tout au long de la semaine, notamment pour l'animation des ateliers, a permis d'assurer un très bon ratio entre chercheurs seniors et chercheurs juniors.

L'organisation de la semaine (2 jours et demi + pause d'une demi-journée + 2 jours) proposait une coupure d'une après-midi, avec une visite d'un quartier de Marseille. Les conférences des professeurs ont toutes eu lieu lors de séances plénières. Les journées prévoient deux conférences de professeurs le matin (9-11h00), suivies d'ateliers en parallèle, matin et après-midi, avec les communications des doctorants et commentaires des professeurs et doctorants (23 ateliers de 2 doctorants = 46 exposés/discussions de 45-60 minutes).

*Processus d'évaluation.*

Suivant la pratique entreprise à Lausanne (2010) tous les participants à l'Université d'été de Marseille ont été sollicités à répondre au questionnaire d'évaluation. Nous avons reçu 33 commentaires (29 doctorants, 4 professeurs) sur les 59 sollicités (67 % de réponses). Les questions ouvertes abordaient sensiblement les mêmes aspects que dans les précédentes évaluations, soit 1) les caractéristiques des participants (nombre, diversité, qualité des interventions); 2) la programmation (durée, programme, visite); 3) le thème, les apports intellectuels et relationnels; 4) les différents aspects de la logistique (hôtellerie, locaux, restauration, services). Sont regroupés sous ces quatre aspects les résultats de l'évaluation. Leur présentation sera suivie d'une conclusion générale.

---

\*Dans la suite du texte, le masculin comprend le féminin

<sup>1</sup> Une doctorante de l'Université d'Aix-Marseille s'est ajoutée au dernier moment, pour un total de 46 participants.

### *1) Participants : Nombre, diversité, interventions*

Plus du trois quart des répondants se sont dits satisfaits du nombre de doctorants (46) ayant participé à la quatrième université d'été du RéDoc. Quelques étudiants ont souligné que le nombre était réduit comparativement à la séance d'Hammamet et qu'il aurait donc été possible d'accueillir plus de participants. L'évaluation quant à la diversité des participants est plus mitigée. La moitié des répondants auraient apprécié que l'origine géographique ou disciplinaire des étudiants soit plus variée. Certains ont proposé d'accroître la présence des étudiants du Sud, d'Amérique latine voire d'Asie, d'autres d'élargir la sélection aux étudiants hors-sociologie. À noter qu'environ 10% des répondants estiment qu'il y avait trop de diversité à Marseille, alors que pour un peu plus du tiers des participants, l'équilibre a été respecté. La grande majorité des participants ont exprimé leur appui à notre politique de «mélange des doctorants» de tous les niveaux.

Concernant le nombre de professeurs/chercheurs invités (13), deux tiers des répondants se sont dits satisfaits du ratio, alors que le tiers estime que ce nombre était insuffisant. Les avis sont divisés quant à la représentation institutionnelle, géographique et disciplinaire des professeurs : la moitié des répondants s'est dite satisfaite, alors que l'autre moitié aurait apprécié une plus grande diversité. Un répondant a souligné le manque de cohérence entre les spécialités des professeurs et les sujets des doctorants et une autre personne, la trop grande diversité des conférenciers. De façon générale, les répondants posent un regard positif sur la participation des professeurs. Pour certains, les conférences furent particulièrement appréciées, alors que d'autres ont souligné le travail d'encadrement de certains enseignants. Signalons que le quart des répondants ont évoqué un manque de proximité entre les professeurs et les étudiants.

Enfin, à Marseille, la contribution des professeurs/chercheurs locaux fut essentielle au bon déroulement de l'Université d'été. Dans l'ensemble, leur travail fut fort apprécié. La plupart des répondants ont jugé les échanges bénéfiques et les professeurs réceptifs. Un répondant s'est interrogé sur la «gestion» différenciée des ateliers selon la personne en charge. Quelques commentaires critiques ont également été formulés, notamment en ce qui concerne l'attitude de certains professeurs qui auraient parfois été inactifs dans les discussions ou qui auraient manqué de bienveillance dans leurs commentaires.

### *2) Programmation : Durée, programme, visite*

La durée de quatre jours et demi de travail pour l'université d'été est une formule appréciée par la majorité des répondants. Notons néanmoins que près du tiers d'entre eux auraient souhaité que la durée soit prolongée. Près du trois quart des répondants ont trouvé la journée de travail de 7h15 adéquate, alors que le quart l'a estimée un peu trop longue. Pour pallier ce problème, certains proposaient de diminuer le nombre d'heures de travail par jour, mais de compenser en augmentant le nombre de jours de l'Université. Les temps de pause (repas et pause-café) ont semblé adéquats à presque tous les répondants.

La grande majorité des répondants estiment que le nombre de conférences présentées chaque matin était suffisant. Nonobstant la satisfaction générale, deux propositions ont été formulées pour améliorer la formule actuelle. La première propose d'accroître le temps réservé aux questions et aux interventions à la fin des conférences ; la seconde suggère d'ajouter une conférence plénière en fin de journée. Cela permettrait à tous de clore la journée en réfléchissant à certains enjeux liés au thème de l'université tout en favorisant le rassemblement des participants.

La répartition des ateliers en trois blocs horaires apparaît être une formule gagnante, mais qui pourrait encore être améliorée, entre autres, afin d'assurer une répartition plus égalitaire du temps dans les ateliers ou pour permettre aux étudiants de se déplacer plus facilement pour assister à une 2<sup>e</sup> présentation dans un autre local. Le temps alloué (45 à 60 min) a été grandement apprécié. Le fait d'avoir regroupé les présentations des participants par thématiques et d'avoir nommé un responsable d'atelier présente toute la semaine a plu à une majorité de répondants, mais certains auraient aimé une plus grande cohérence/homogénéité dans le déroulement des ateliers, d'autres, un plus grand roulement des professeurs présents. La répartition du temps de parole a satisfait une majorité de répondants, particulièrement lors des ateliers où la prise de parole a été jugée plus facile que lors des conférences, où les échanges étaient parfois restreints aux professeurs.

Les conférences présentées à la journée d'ouverture et en clôture de l'université d'été ont capté l'intérêt de près du trois quart des répondants. Pour l'inauguration, les commentaires soulignent qu'il s'agissait d'une bonne entrée en matière et qu'il était nécessaire que celle-ci soit faite par les profs. Cependant, plusieurs

répondants ont indiqué qu'ils souhaiteraient voir plus d'étudiants participer à ces moments «officiels», particulièrement lors de la synthèse finale, où leur absence a davantage été remarquée. Une formule plus interactive, tel qu'un *world café*, où les participants sont appelés à échanger en sous-groupe pour ensuite faire part de leurs discussions en séance plénière, pourrait être une avenue à explorer lors de futures universités, pour assurer une plus grande participation des étudiants.

Finalement, notons qu'environ la moitié des répondants n'ont pas donné leur avis sur la visite du quartier maritime de Marseille, la plupart parce qu'ils n'y avaient pas participé. Pour les autres, la grande majorité a été satisfaite de la visite.

### *3) Thème et Apports intellectuels et relationnels*

Un peu plus de la moitié des répondants ont exprimé une satisfaction globale quant aux choix du thème «Dominations et résistances» pour la 4<sup>e</sup> Université d'été du RéDoc. Ceux-ci ont reconnu la pertinence de la thématique, sa transversalité et son lien avec le thème (Dominations) du Congrès de l'Association française de sociologie qui a eu lieu en septembre 2013. Une partie des répondants (un peu moins du quart) ont signalé un manque de cohérence entre les communications de certains doctorants et la thématique générale. Un répondant a critiqué la place de la thématique du genre dans le cadre de cette séance de formation.

Presque tous les répondants ont jugé positif l'apport intellectuel de l'Université d'été, percevant un effet bénéfique direct ou indirect sur leur travail de thèse. Les répondants sont davantage divisés quant à l'apport relationnel de cette séance de formation. La moitié d'entre eux s'estiment satisfaits des liens créés, que ce soit avec les doctorants ou avec les profs. Pour l'autre moitié, entrer en relation avec les professeurs, mais également parfois avec les autres étudiants, semble avoir été plus difficile. Certains offrent d'ailleurs des pistes de solution pour améliorer cette situation, notamment favoriser la participation d'anciens étudiants, allouer plus de temps libre, organiser davantage d'activités le soir, prévoir plus de tables le midi, instaurer un système d'échanges pour l'«après-doctorat», publier des actes de colloques, diffuser la liste des participants à l'avance, etc.

### *4) Logistique : Hôtellerie, locaux, restauration, services*

Bien qu'environ le quart des répondants à l'évaluation n'ait pas donné son avis sur l'hébergement, il ressort tout de même des réponses reçues un sentiment de satisfaction global. Les répondants ont aimé le fait que l'hôtel soit à proximité du campus et ont jugé qu'il était confortable. Notons tout de même quelques critiques, notamment en ce qui a trait aux modalités de réservation et de pairage qui n'étaient pas assez claires, à la colocation, qui n'était pas au goût de tous les participants, et à l'hôtel, qui comportait également quelques inconvénients malgré sa proximité de l'Université d'été (bruit, propreté).

En ce qui a trait au lieu de l'événement, le trois quart des répondants se sont dits satisfaits des locaux mis à leur disposition lors de l'université d'été et ont particulièrement apprécié la luminosité des lieux et le fait que les pauses café soient à proximité des ateliers. Les autres répondants ont signalé quelques irritants, notamment la difficulté à trouver certains locaux en raison d'une signalétique déficiente, l'absence de connexion WIFI (surtout pour les pauses) et la chaleur dans certaines salles d'atelier.

Les repas du midi ont comblé près du trois quart des répondants, plusieurs soulignant la gentillesse de l'équipe et la taille satisfaisante des portions. Quelques répondants ont également apprécié la nourriture, mais ont dit regretter le manque de convivialité du lieu où se prenaient les repas. Finalement, un peu moins du cinquième des répondants ont indiqué ne pas avoir aimé la nourriture.

L'idée d'offrir un service de librairie semble plaire aux participants. La moitié des répondants ont trouvé qu'il s'agissait d'une bonne idée, alors que le quart des répondants ont trouvé les livres trop chers ou pas assez diversifiés. Tous n'ont pas répondu à cette question.

Il semble que dans l'ensemble, la communication et la diffusion de l'information aient été à la hauteur des attentes des participants. Le trois quart des répondants ont exprimé leur satisfaction, alors que les autres ont formulé certaines propositions d'amélioration (accessibilité aux textes des professeurs invités avant le début de l'université, amélioration des conditions d'accueil et plus d'information sur la façon d'accéder aux livres et aux bibliothèques internationales pour les étudiants du Sud).

Finalement, quelques répondants ont répondu à notre invitation et ont formulé des commentaires et des suggestions pour améliorer les prochaines universités d'été. Ainsi, il a été proposé d'axer davantage les interventions des professeurs sur les outils théoriques et conceptuels afin d'aider et d'outiller les doctorants qui semblent avoir du mal avec cette partie de la thèse ; de poursuivre notre politique de

soutien aux étudiants du Sud, voire de l'élargir aux étudiants du Nord qui en ont également besoin ; d'accroître notre offre de formation, que ce soit en créant deux événements par année ou en rallongeant la période de formation à 10, voire 14 jours et de diffuser plus largement l'appel à communication afin d'assurer une plus grande diversité de participants.

#### *En conclusion*

Les évaluations que nous avons reçues nous permettent de conclure que la quatrième édition de l'université d'été du RéDoc a été un franc succès et qu'elle a atteint ses objectifs en termes scientifique et relationnel. De façon générale, les répondants ont exprimé un sentiment de satisfaction globale quant à leur participation à l'événement. Cette quatrième Université d'été a permis de consolider une formule qui permet de regrouper une cinquantaine de participants pour une durée de 5 jours dans un même lieu avec une quinzaine de professeurs/invités spécialisés sur la thématique à l'honneur.

Le succès repose sur un certain nombre de conditions qui ont été réunies pour cette quatrième Université d'été et qu'il faut préserver et soutenir pour l'avenir :

- le dynamisme, l'engagement et l'appui des responsables locaux dans toutes les étapes et aspects de l'organisation et ce, en collaboration étroite avec la coordination scientifique du RéDoc;
- l'appui financier et moral des diverses instances de l'Université d'Aix-Marseille (présidence, département, école doctorale, laboratoires, association étudiante);
- l'engagement et la générosité des professeurs/chercheurs qui acceptent *pro bono* de dédier de trois à cinq jours à l'Université d'été;
- la préparation des étudiants, leur ouverture et leur participation intense et engagée;
- les appuis financiers locaux pour assurer la tenue de l'événement dans les meilleures conditions;
- le soutien financier de l'Agence universitaire de la francophonie permettant la participation d'une douzaine d'étudiants du Sud pour qui l'expérience est des plus bénéfique et dont la présence et la participation est aussi grandement appréciée par les étudiants du Nord ;
- la participation du Résodoc et la mise en valeur des autres activités de l'AISLF, notamment la revue *Sociologie.S*

Bien que les aspects positifs soient nombreux et que les participants soient généralement satisfaits de leur expérience, l'évaluation a surtout pour fonction de cibler les aspects de l'université qui pourraient être améliorés lors de la prochaine édition. Si certaines réserves et critiques reviennent d'année en année (durée; aménagement du temps de présentation/discussion; adéquation des présentations avec le thème général) nous estimons que la formule actuelle se consolide et nous semble optimale. Cependant, deux préoccupations ressortent de la présente édition.

#### *Pour une plus grande implication des étudiants.*

D'abord, la volonté d'une plus grande implication des étudiants lors de l'activité de clôture. Plusieurs répondants auraient souhaité que les doctorants jouent un plus grand rôle dans le processus de synthèse finale. Pour certains, cela signifie donner plus de place aux sujets de présentation des doctorants lors des allocutions de clôture de l'université. D'autres estiment qu'il y aurait lieu de pousser plus loin l'interaction et de faire participer l'ensemble des étudiants. Une façon de procéder pourrait être de réunir les participants à la fin de chaque journée, en plénière, afin que soit exprimé et partagé auprès de tous, les sujets qui ont fait débat ou les problématiques soulevées au cours des ateliers. Il s'agirait d'une forme de synthèse quotidienne, de laquelle pourrait s'inspirer les organisateurs pour élaborer la synthèse finale. Cela pourrait même prendre la forme d'un *world café*, tel que suggéré dans une des évaluations. Des doctorants pourraient également se porter volontaires au début de l'université pour «rapporter» les impressions, commentaires et suggestions de leurs comparses sur leur expérience durant la semaine. La synthèse finale serait alors imprégnée des perceptions des participants.

#### *Pour favoriser les relations entre professeurs et étudiants.*

Plusieurs doctorants souhaiteraient que l'université offre plus d'occasions pour entrer en relation avec leurs pairs, mais surtout avec les professeurs/invités. Nous souhaiterions que pour les futurs événements, plus de professeurs/conférenciers puissent être disponibles pour plusieurs jours, ce qui donnerait plus de temps aux doctorants pour établir un premier contact.

*Vers l'avenir*

À quelques mois de la 5<sup>e</sup> Université d'été qui aura lieu du 30 juin au 4 juillet à Bruxelles sous le thème «Temporalités, rythmes sociaux, biographies et trajectoires», soit un 5<sup>e</sup> pays en 5 ans, le RéDoc démontre qu'il est solidement implanté dans la francophonie et qu'il est très attaché à la collaboration entre le Nord et le Sud. À ce titre, le projet de développer un RéDoc régional pour l'Afrique centrale sera réactivé au cours des prochains mois et un projet de colloque sur la formation doctorale dans la francophonie est aussi à l'ordre du jour et aurait lieu au Maroc à la fin de 2014. En 2015, une université d'été aura lieu à Brest et, en 2016, à Toulouse.

# ANNEXES

**1. Participants à l'Université de Marseille**

**2. Programme de l'Université de  
Marseille**

## Participants à l'Université d'été de Marseille

### PROFESSEURS (13)

Pays	Nom	Prénom	Université	Conférence
Belgique	De Munck	Jean	Université catholique de Louvain	<i>Insaisissables pouvoirs. Les résistances entre droits et subversion</i>
Belgique	Genard	Jean-Louis	Université Libre de Bruxelles	<i>Nouvelles dominations, nouvelles résistances : quel enjeu pour la sociologie?</i>
Canada	Ancelovici	Marcos	Département de sociologie, Université du Québec à Montréal	<i>Les mouvements sociaux face à l'austérité</i>
Canada	Antonius	Rachad	Département de sociologie, Université du Québec à Montréal	<i>Révoltes et contre-révoltes arabes : Comment les interpréter?</i>
Égypte	Amer	Mona	Faculté d'Economie et de Sciences Politiques de l'Université du Caire	<i>Les transitions de l'école vers l'emploi en Egypte et en Jordanie</i>
France	Ben Ayed	Choukri	Université de Limoges	<i>La concurrence scolaire, une nouvelle forme de domination</i>
France	Bouffartigue	Paul	CNRS/Université Aix-Marseille	<i>Précarisation du travail et action collective</i>
France	Corcuff	Philippe	Institut d'études politiques de Lyon	<i>Enjeux de la critique sociologique aujourd'hui : dominations, émancipations et engagement.</i>
France	Ferréol	Gilles	Université de Franche-Comté	<i>Minorités et politiques de discrimination positive.</i>
France	Gori	Roland	Université Aix-Marseille	<i>Les fabriques de la servitude volontaire.</i>
France	Wagner	Anne-Catherine	Université Paris 1	<i>Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation.</i>
Sénégal	Sarr	Fatou Sow	Université Cheik Anta Diop de Dakar	<i>De la stratégie de revendication des droits à celle de la conquête du pouvoir : les avancées du mouvement social féminin au Sénégal entre 1945 et 2012</i>
Tunisie	Melliti	Imed	Université de Tunis El Manar	<i>La jeunesse tunisienne dans les mouvements sociaux.</i>



## DOCTORANTS (46)

Pays	Nom	Prénom	Université	Titre de la communication
France	ABDOUL-MALIK	Ahmad	Université Aix-Marseille	<i>De la mise en avant du modèle de réussite communautaire comme forme de résistance au modèle dominant de la réussite sociale: le cas des migrants comoriens en France et de leurs enfants</i>
France	BAGGIONI	Vincent	Université Aix-Marseille	<i>Entre domination et consensus, des choix de développement dans l'espace rural périurbain: facteur de structuration sociale et politique</i>
France	GIRIN	Fanny	Université Aix-Marseille	<i>Au nom de la sécurité. Rationalisation et responsabilisation du travail dans une raffinerie de pétrole</i>
France	HERNANDEZ-VILCHIS	Nofret	Université Aix-Marseille	<i>Être journaliste en Palestine. Esquisse d'une profession dans un terrain en conflit.</i>
France	KARAGÖZ	Zuhail	Université Aix-Marseille	<i>les formes de dominations et de résistances au sein de la communauté kurde à Marseille</i>
France	KERSTE	Ben	Université Aix-Marseille \ Universität Duisburg-Essen	<i>La ville créative entre marketing et projet urbain</i>
France	LASSEL	Djaouida	Université Aix-Marseille	<i>L'évolution du statut de la femme Algérienne après le printemps arabe</i>
France	MIJAILOVIC	Snezana	Université Aix-Marseille	<i>L'immigré(e) et le couple mixte dans le cinéma français. Représentation cinématographique des rapports de domination en contexte migratoire</i>
France	NYOBE	Sara	Aix-Marseille	x
France	PIANA	Laure	Université Aix-Marseille	<i>Les pôles de compétitivité, espaces de reproduction ou de reconfiguration des relations industrielles locales ?</i>
France	DAVID-ISMAIL	Meryll	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	<i>La routinisation des pratiques de collusion au sein des organisations internationales : expliquer le maintien de la domination occidentale au sein de celles-ci</i>
France	CHAVENEAU	Clio	Université Paris 5 - Descartes	<i>Migrations politiques vers les Territoires Palestiniens : S'installer à l'étranger pour contribuer à son échelle au changement ?</i>
France	MELL	Laurent	Université Paris 8	<i>Une domination par la visibilité : le dévoilement de soi sur Facebook</i>
France	GEROME	Clément	Université Paris 12 Est Créteil	<i>L'entrepreneuriat social en France constitue-t-il une rupture avec l'ordre néolibéral dominant?</i>
France	IBRIS	Tania	Université Paris 12 Est Créteil	<i>Médecine scientifique vs Médecines alternatives en Guyane : ordre et désordre</i>
France	DIALLO	Mamadou Aguibou	Université de Bretagne Occidentale	<i>L'histoire de la protection sociale au Sénégal : acteurs, stratégies et acquis</i>
France	EYOMAN	Aline	Université de Bretagne Occidentale	<i>La solidarité féminine à l'épreuve du pouvoir : cas des associations de tontine à Yaoundé</i>

Pays	Nom	Prénom	Université	Titre de la communication
France	KOBELA	Emmanuel	Université de Bretagne Occidentale	<i>Résistance des femmes au sud du Tchad à travers un parcours personnel jalonné d'apports externes</i>
France	LE PAPE	Amélie	Université de Bretagne Occidentale	<i>Les résistances développées par une personne en situation de migration ou allophone</i>
France	LECARPENTIER	Mariana	Conservatoire nationale des arts et métiers	<i>La nouvelle gouvernance hospitalière et les identités professionnelles face la domination managériale.</i>
France	ROUCOUX	Guillaume	École pratique des hautes études	<i>Accord et concordance entre domination et résistance : repenser les "sectes"</i>
France	SIMONIN	Damien	ENS de Lyon	<i>Discours sur la domination et discours de résistance : la catégorie de « travail du sexe » contre la stigmatisation de la prostitution</i>
Suisse	CIANFERONI	Nicola	Université de Genève	<i>Inventer de nouvelles formes d'action collective au pays de la paix du travail</i>
Suisse et France	VALLET	Guillaume	Université de Genève/École des hautes études en sciences sociales	<i>"La domination ""maximale"" : réalité ou fantasme ?</i>
Suisse et France	PACHE	Stéphanie	Université de Lausanne / École des hautes études en sciences sociales	<i>Se battre pour sa santé : vers une individualisation des luttes ?</i>
Suisse	ZINGUINIAN	Méliné	Université de Lausanne	x
Suisse	SOYSÜREN	Ibrahim	Université de Neuchâtel	<i>Comment résister à l'expulsion ? Une analyse comparative de trois guides.</i>
Canada	BENHADJOU DJA	Leïla	Université du Québec à Montréal	<i>Le féminisme musulman au Québec: les enjeux de tensions et les lieux de litige entre les féminismes.</i>
Canada	ORANGE	Valérie	Université du Québec à Montréal	<i>L'influence de l'articulation du sexisme et du racisme dans les discours au sujet du voile sur la construction de représentations en matière de laïcité et d'identité. Étude comparée Québec - France.</i>
Canada	ZEGHICHE	Sabrina	Université d'Ottawa	<i>Minorité musulmane en Inde : construction identitaire en situation de conflit</i>
Grèce	TSIOLCHA	Anastasia	Aristote Université de Thessalonique	<i>Le mouvement des "indignés" dans les médias grecs et étrangers: une analyse comparative</i>
Tunisie	ATIA	Sami	Université de Tunis	<i>Changement démographique et révolution Tunisienne</i>
Tunisie	BEN KACEM	Montaha	Université de Tunis	<i>"Face à une nouvelle domination mondiale, quelles stratégies de résistance? Cas des centres d'appels offshore en Tunisie».</i>
Tunisie	GHORBALI	Foued	Université de Tunis	<i>Les jeunes Tunisiens dans les quartiers populaires : précarité d'emploi et modes de résistance identitaires</i>
Tunisie	MOUMNI	Fatma	Université de Tunis	<i>Révolution et contre-révolution en Tunisie</i>
Maroc	MASSOUI	Salima	Université Hassan II Casablanca	<i>La violence conjugale et stratégie de résistance des femmes confrontées à la violence.</i>

Pays	Nom	Prénom	Université	Titre de la communication
Maroc	OUAFIDI GORFTI	Najat	Université Hassan 2 Mohammedia	<i>La femme et les processus décisionnels au sein de la famille rurale au Maroc sous la domination de la société</i>
Cameroun	MBALLA ELANGA	Edmond VII	Université de Yaoundé I	<i>Les adhésions des jeunes et des femmes camerounais au sein des nouveaux mouvements religieux : des formes de résistance des « acteurs faibles ».</i>
Cameroun	MBIDA ONAMBELE	Max Zachée Saintclair	Université de Douala	<i>Dynamiques institutionnelles et processus historiques : le Cameroun du protectorat à la tutelle</i>
Cameroun	TAMEKEM NGOUTSOP	Moïse	Université de Yaoundé I	<i>Des structures sociales coercitives aux déviations sexuelles incestueuses chez les jeunes au Cameroun : Une socioanalyse des stratégies de résistances juvéniles à « l'oppression » d'une société autoritaire.</i>
Madagascar	ANDRIAMALA LA	Misah	Université d'Antananarivo	<i>Le Doany : récupération virtuelle de la royauté, objet transitionnel et remède à la menace d'engloutissement</i>
Madagascar	SOLO	Serge	Université d'Antananarivo	<i>L'interculturalité en contexte du développement urbain à Madagascar</i>
RDC	MUJINGA	Emmanuel	Université de Lubumbashi	<i>La domination et la résistance : la dichotomie sociologique, frein au développement durable</i>
RDC	TUKUMBI RAMAZANI	Gérard	Université de Lubumbashi	<i>Résistance des ruraux au pouvoir traditionnel</i>
Sénégal	GUEYE	Cina	Gaston Berger de Saint-Louis \ Université Lumière Lyon 2	<i>Dominations, résistances et adaptations dans la ville africaine d'aujourd'hui : les petits commerçants circulants de Dakar face à la compétition urbaine</i>
Sénégal	SARR	Henri Modiane Amad	Université Gaston Berger de Saint-Louis	<i>Discours sur les droits de la femme et adoption progressive de lois libérales en faveur de l'avortement provoqué en Afrique de l'Ouest. Contribution à une sociologie du dévoilement des nouvelles formes de domination symbolique.</i>

# Rédoc

Aix-Marseille  
université



ESPACE  
CULTURES  
SOCIÉTÉS  
É  
ECOLE DOCTORALE



## PROGRAMME

Dans le cadre du  
Réseau international d'écoles Doctorales de l'AISLF et de l'AUF (RéDoc)

### 4<sup>ème</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN SOCIOLOGIE/SCIENCES SOCIALES

#### « DOMINATIONS ET RÉSISTANCES »

Organisée par

le Département de sociologie d'Aix-Marseille Université et trois laboratoires de l'École doctorale  
« Espaces, cultures, sociétés », le LPED (Laboratoire Population Environnement  
Développement), le LAMES (Laboratoire Méditerranéen de Sociologie) et le LEST (Laboratoire  
d'Économie et Sociologie du Travail)

1er au 5 juillet 2013  
AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ, CENTRE ST CHARLES  
3 Place Victor Hugo  
MARSEILLE



## Mot du président du RéDoc

L'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), qui compte 1700 membres et constitue la deuxième association internationale de sociologie en importance (après l'Association internationale de sociologie AIS/ISA), entretient depuis longtemps des rapports avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Depuis quelques années, l'idée d'un partenariat plus rapproché a fait son chemin et notre effort s'est concentré sur la constitution d'un espace de formation doctorale international, en nous appuyant sur les filières de formation déjà existantes ou en voie de constitution, entièrement ou partiellement de langue française, les Écoles doctorales partenaires. Ce réseau francophone (*RéDoc* AISLF/AUF), conçu dans un esprit d'ouverture à d'autres langues, vise à développer la circulation des doctorant-e-s, des professeur-e-s, des connaissances et des cultures universitaires, notamment à favoriser les échanges Nord-Sud, en organisant, entre autres activités, des sessions de formation sous la forme d'Universités d'été. Après Lausanne (2010), Montréal (2011) et Hammamet (2012), la 4<sup>e</sup> Université d'été du RéDoc, qui se tient du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2013 à Marseille, a été organisée par le département de sociologie de « Aix-Marseille Université » et trois laboratoires de l'École doctorale « Espaces, cultures, sociétés », le LAMES (Laboratoire Méditerranéen de Sociologie), le LEST (Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail) et le LPED (Laboratoire Population Environnement Développement).

Sous la remarquable direction de Chantal Aspe, nos hôtes ont œuvré depuis près de 18 mois à la planification scientifique, au montage financier et à la mise en place des meilleures conditions pour recevoir 14 professeurs de 6 différents pays et 50 doctorants de 10 pays dont 17 des pays du Sud. Grâce au soutien financier de l'Agence Universitaire de la Francophonie, nous avons pu assurer la prise en charge des déplacements d'étudiants provenant du Madagascar, d'Afrique centrale, d'Afrique de l'ouest et du Maghreb. Si le comité local joue un rôle de premier plan dans l'organisation de l'Université d'été, le travail de la coordonnatrice scientifique du RéDoc, aussi responsable du secrétariat, Amélie Groleau [doctorante à l'Université du Québec à Montréal] est également vital et de première importance pour l'ensemble du processus. À Chantal Aspe et à tous ses collaborateurs, collaboratrices, à M. Dominique Garcia, directeur de l'École doctorale «Espaces, cultures et sociétés» d'Aix-Marseille Université, à Amélie Groleau, coordonnatrice scientifique du Rédoc, à l'Agence Universitaire de la Francophonie et son recteur Bernard Cerquiglini ainsi qu'à M. Jean-Dominique Assié, responsable du pôle «Vie associative et réseaux d'établissements» de l'AUF, nos plus sincères et chaleureux remerciements pour avoir rendu possible la tenue de cette 4<sup>e</sup> Université d'été du RéDoc au cœur de Marseille, Capitale européenne de la culture en 2013.

À tous les doctorants-es, que cette Université d'été puisse être des plus profitable au plan académique et qu'elle vous permette tout autant de consolider et de mettre à l'épreuve vos travaux de recherche que de profiter des multiples échanges avec les professeurs et les autres doctorants. Enfin, je remercie les collègues professeurs qui ont accepté de venir participer à cette Université d'été où votre contribution est bien sûr attendue au moment de votre conférence mais aussi et d'une manière tout aussi importante dans le cadre des ateliers où l'esprit de l'Université d'été prend véritablement forme, soit d'être un espace de formation.

À tous, bonne Université d'été.

Jean-Marc Larouche  
Président du RéDoc  
Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

## Remerciements

**Chantal Aspe** coordinatrice de l'Université d'été « Dominations et résistances »

C'est avec grand plaisir que nous accueillons cette 4ème Université d'été du RéDoc. En souhaitant la bienvenue à tous les participants à cet événement (conférenciers et doctorants), nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements et à exprimer notre reconnaissance à ceux et à celles qui ont accepté de contribuer à son organisation aux plans académique, logistique et financier et à ceux et à celles qui ont accepté de la soutenir dans un esprit de partenariat et de coopération.

Que soient ici remerciés les membres du Comité d'organisation représentant les trois laboratoires de sociologie et sciences sociales de l'ED « Espaces cultures et sociétés », qui ont activement contribué à la réalisation de cette Université d'été :

**Carole BARTHELEMY**, AMU LPED, **Sophie BAVA**, IRD, LPED, **Yolande BENARROSH**, AMU, LAMES, **Sylvie BREDELOUP**, IRD, LPED, **Constance DE GOURCY**, AMU, LAMES, **Céline GUILLEUX**, AMU, LPED, **Marie JACQUE**, AMU, LPED, **Annie LAMANTHE**, AMU, LEST, **Sylvie MAZZELLA**, CNRS, LAMES, **Michèle PAGES**, AMU, LAMES, **Ariane RICHARD BOSSEZ**, AMU, LAMES, **Catherine SCORNET**, AMU, LPED, **Philippe VITALE**, AMU, LAMES.

Nous tenons à remercier en particulier pour leur soutien financier sans lequel cette Université d'été n'aurait pas pu se tenir :

- le Labexmed,
- l'Université d'Aix Marseille
- l'IRD
- l'ADRESS : Association pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales
- l'ED 355
- le Département de sociologie
- le LPED
- le LAMES
- le LEST

Que soit également vivement remercié l'ensemble des conférenciers pour leur engagement et leur disponibilité pour construire cette aventure dans de parfaites conditions pour les doctorants.

Et enfin le RéDoc, par son Président Jean-Marc Larouche et sa coordonnatrice, Amélie Groleau, pour leur efficacité et leur soutien sans failles tout au long de cette longue route.

Nous souhaitons à tous une très bonne semaine de travail, mais aussi de plaisir et de convivialité partagée.

## **Dominations et résistances**

Les dernières révolutions arabes ont fait resurgir de manière éclatante la force du collectif dans la remise en cause de formes de domination et de pouvoir historiquement établies. L'individualisation croissante des sociétés contemporaines rend cependant plus complexe l'analyse de celles-ci. Pour la sociologie, la domination a longtemps constitué un principe de structuration de la société. Celle-ci était alors majoritairement perçue comme étant organisée autour de quelques principes d'ordre hiérarchisés et articulés autour de deux pôles, les dominants d'un côté, les dominés de l'autre, sphères quasi étanches et aux intérêts opposés. La domination avait ses institutions : l'école, la famille, l'entreprise... ses corollaires, la reproduction, par exemple. Les cadres d'analyse privilégiés s'appuyaient sur des oppositions nettes entre classes sociales, peuples et élites, sociétés traditionnelles et modernes, ou entre détenteurs des moyens de production et détenteurs de la force de travail, qui restent efficaces pour aborder nombre de luttes en particulier dans les pays du Sud (mouvement des paysans sans terres par exemple). Cette conception dichotomique a laissé la place à des visions plus complexes, plus fragmentées, à l'image même des transformations qui ont traversé les sociétés depuis les années 1980, l'éclatement des principes d'ordre, l'individualisation, la rhétorique de l'acteur et de l'autonomie..., combinés à l'attention croissante portée par les sociologues aux interactions et aux phénomènes micro-sociaux. La domination a quitté la scène de la sociologie générale dont, d'une certaine manière, elle est devenue un impensé. De nouvelles formes et expressions de la domination conduisent aujourd'hui à revenir sur la notion, à renouveler les catégories de pensée et d'analyse.

Les formes contemporaines d'expression de la domination apparaissent désormais plus diffuses, dans leurs sources comme dans leurs cibles, plus intériorisées que coercitives, davantage distribuées que liées à une position sociale, et se nourrissent également d'imaginaires. Pourtant, au cœur de ce questionnement demeure l'enjeu du dévoilement non seulement de la façon dont une minorité s'organise pour imposer son pouvoir mais aussi dont celui-ci est intériorisé et accepté comme légitime par le reste de la société ou, à l'inverse, contesté et détourné. Il conviendra dans ce sens d'interroger la place que prennent de nouvelles modalités de contrôle peu visibles et basées sur de nouvelles technologies.

Les rapports de domination s'expriment à travers des réalités sociales diverses. Le recours récurrent à la performance individuelle et à son évaluation, que ce soit dans l'organisation du travail ou au sein de l'institution scolaire représente une source inédite de domination qui s'accompagne d'une intensification de la productivité, d'une précarisation des conditions de vie et d'un renforcement des inégalités sociales. La domination masculine passe par des formes plus diffuses d'intériorisation, dont le principal argumentaire est de transformer une situation asymétrique subie en choix consenti par les femmes. La caractéristique contemporaine des logiques de domination semble ainsi se retrouver dans les dimensions paradoxales de son expression. La valorisation de l'individualité, combinée aux notions de responsabilité individuelle, de compétence, de choix, d'autonomie, en est un des principaux vecteurs.

L'expression des rapports entre dominants et dominés émerge aussi à une nouvelle échelle et ré-interroge notamment les logiques de hiérarchisation inter-étatiques et régionales inscrites dans l'histoire postcoloniale et dans les nouveaux partenariats qui les informent. Des formes de résistances, culturelles, économiques, politiques, sociales et religieuses s'organisent, souvent de manière transnationale, et tendent à modifier les interactions entre les individus et les Etats. Dans un même temps, les transformations de l'appareil productif ont accompagné l'émergence de nouvelles classes dirigeantes. Celles-ci sont transnationales et font reposer leur pouvoir sur un capitalisme financier et numérique difficilement assimilable à un territoire ou à un groupe social constitué. L'imposition de leur pouvoir passe par des réseaux d'influence mondialisés qui s'incarnent dans des institutions politiques et économiques dé-territorialisées et impersonnelles (Banque Mondiale, ONU, Institutions européennes, FMI). Les décisions qui sont prises à cette échelle ont des répercussions quotidiennes sur l'ensemble des domaines de la vie sociale. Cette situation a comme conséquence une perte de maîtrise des processus de décision, amenant les acteurs à déployer des stratégies de résistance, d'adaptation qui ne sont pas nécessairement liées à une conscience de la domination.

L'expression du pouvoir questionne aussi les formes traditionnelles d'organisation collective (de solidarité, de protection sociale, ou de gestion des ressources) et de contestation (syndicalisme, association) au

regard de l'émergence de nouvelles mobilisations et entraides (Internet, réseaux sociaux...) ou mouvements sociaux (altermondialisme, forums sociaux...).

Les catégories de résistance contemporaines s'organisent aussi dans des agirs individuels par le développement de pratiques de refus au quotidien, comme par exemple les mouvements de « simplicité volontaire » ou de « désobéissance civile » qui permettent à l'individu de combattre à sa manière un mode de développement qu'il lui semble ne pas pouvoir remettre en cause autrement, ou encore le mouvement des « indignés » qui regroupe différentes catégories d'acteurs dénonçant chacun à leur manière les méfaits du capitalisme et le pouvoir de la finance. L'expression des résistances peut aussi prendre des formes plus violentes d'expression davantage spontanées qu'organisées, renvoyant plus à un ressentiment qu'à la désignation de responsabilités établies.



# Programme général

Université d'été du Rédoc 2013 : *Dominations et résistances*

Aix-Marseille Université, Centre St Charles, Marseille

Lundi 1 <sup>er</sup> juillet	Mardi 2 juillet	Mercredi 3 juillet	Jeudi 4 juillet	Vendredi 5 juillet
<p>9h-10h : Accueil et inscription 10h-11h : Ouverture Président de séance : Chantal Aspe, responsable du Comité organisateur, (U. d'Aix-Marseille) Directeur de l'ED ECS Aix-Marseille : <b>Dominique Garcia</b> Président du Redoc : <b>Jean-Marc Larouche</b> Directeur du Département de sociologie : <b>Mustapha El Miri</b> Présentation de l'ADRESS: <b>Marion Borderon</b>, présidente Présentation du RésoDoc : <b>Romuald Jamet, Séverine Mayol</b></p> <p>11h-12h : Conférence d'ouverture <b>Jean de Munck (UCL, Belgique)</b> <i>Insaisissables pouvoirs. Les résistances entre droits et subversions.</i> 12h- 12h45 : Présentation des participants</p>	<p>9h-11h : Conférences Président de séance : <b>Rachad Antonius (U. du Québec à Montréal, Québec)</b></p> <p>9h-10h : <b>Mona Amer (U. du Caire, Égypte)</b> <i>Les transitions de l'école vers l'emploi en Égypte et en Jordanie</i></p> <p>10h-11h : <b>Paul Bouffartigue (CNRS/Université d'Aix-Marseille, France)</b> <i>Précarités et actions collectives.</i></p> <p>11h Pause</p> <p>11h15-13h Ateliers</p>	<p>9h-11h : Conférences Président de séance : <b>Jean Louis Genard (U. de Bruxelles, Belgique)</b></p> <p>9h-10h : <b>Imed Melliti (U. Tunis El Manar, Tunisie)</b> <i>La jeunesse tunisienne dans les mouvements sociaux.</i></p> <p>10-11h : <b>Gilles Ferréol (U. de Franche-Comté, France)</b> <i>Minorités et discrimination positive.</i></p> <p>11h Pause</p> <p>11h15-13h Ateliers</p>	<p>9h-11h : Conférences Président de séance : <b>Fatou Sow Sarr (U. Cheik Anta Diop, Dakar, Sénégal)</b></p> <p>9h-10h : <b>Cheikh Gueye (ONG ENDA, Sénégal)</b> <i>Territorialisation des Mourides entre hégémonie nationale et résistance à la mondialisation.</i></p> <p>10-11h : <b>Rachad Antonius (UQAM, Québec)</b> <i>Révoltes et contre-révoltes arabes: comment les interpréter?</i></p> <p>11h Pause</p> <p>11h15-13h Ateliers</p>	<p>9h-11h: Conférences Président de séance : <b>Mona Amer (U. du Caire, Égypte)</b></p> <p>9h-10h : <b>Anne Catherine Wagner (U. Paris 1, France)</b> <i>Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation.</i></p> <p>10-11h : <b>Roland Gori (U. d'Aix-Marseille, France)</b> <i>Les fabriques de la servitude volontaire.</i></p> <p>11h Pause</p> <p>11h15-13h Ateliers</p>
13h-14h Repas	13h-14h Repas	13h-14h Repas	13h-14h Repas	13h-14h Repas
<p>14h-17h30 : Conférences Président de séance : <b>André Petitat, (U. de Lausanne, Suisse)</b></p> <p>14h-15h : <b>Choukri Ben Ayed (U. de Limoges, France)</b> <i>La concurrence scolaire, une nouvelle forme de domination ?</i></p> <p>15h-16h : <b>Marcos Ancelovici (U. du Québec à Montréal, Québec)</b> <i>Les mouvements sociaux face à l'austérité</i></p> <p>16h Pause</p> <p>16h30-17h30 : <b>Fatou Sow Sarr (U. Cheik Anta Diop, Dakar, Sénégal)</b> <i>De la stratégie de revendication des droits à celle de la conquête du pouvoir: les avancées du mouvement social féminin au Sénégal.</i></p>	<p>14h-16h Ateliers</p> <p>16h Pause</p> <p>16h30-18h Ateliers</p>	<p>15h-17h30 : Visite de Marseille, avec <b>Pierre Alain Moreau, U. d'Aix-Marseille</b> <b>Ballade urbaine « En bonne compagnie maritime »</b></p>	<p>14h-16h Ateliers</p> <p>16h Pause</p> <p>16h30-18h Ateliers</p>	<p>14h- 16h : Conférences Président de séance : <b>Jean Marc Larouche, (U. du Québec à Montréal, Québec)</b></p> <p>14h-15h : <b>Philippe Corcuff (Inst. d'études politiques, Lyon, France)</b> <i>Enjeux de la critique sociologique aujourd'hui: dominations, émancipations et engagement</i></p> <p>15h-16h : <b>Jean-Louis Genard (U. Libre de Bruxelles, Belgique)</b> <i>Nouvelles dominations, nouvelles résistances: quels enjeux pour la sociologie?</i></p> <p>16h Pause</p> <p>16h30-17h30 : <b>Bilan et perspectives Jean-Marc Larouche (UQAM, Québec)</b></p>
18h00 Allocution d'ouverture du Président Yvon Berland, Aix-Marseille Université Cocktail d'accueil				18h00 Soirée de clôture

# Programme détaillé

## Université d'été du Rédoc 2013

*Domination et résistances*  
Aix-Marseille Université, Centre St Charles, Marseille

### Lundi 1<sup>er</sup> juillet

9h-10h :	<b>Accueil et inscription des participants</b>
10h-11h :	<b>Séance d'ouverture de la 4<sup>e</sup> Université d'été du Rédoc/AISLF-AUF</b> Présidence : <b>Chantal Aspe</b> , responsable du Comité organisateur local <ul style="list-style-type: none"><li>• Directeur de l'École doctorale « Espaces, cultures, sociétés » : <b>Dominique Garcia</b></li><li>• Président du Rédoc : <b>Jean-Marc Larouche</b></li><li>• Directeur du Département de Sociologie : <b>Mustapha El Miri</b></li><li>• Présidente de l'Association des doctorants pour le développement de la recherche en sciences sociales (ADRESS) : <b>Marion Borderon</b></li><li>• Responsables du RésoDoc : <b>Romuald Jamet</b> et <b>Séverine Mayol</b></li></ul>
11h-12h :	<b>Conférence d'ouverture</b> <b>Jean de Munk</b> , Université catholique de Louvain (Belgique) <i>Insaisissables pouvoirs. Les résistances entre droits et subversion</i>
12h-12h45 :	<b>Présentation des participants</b>
13h-14h :	<b>Pause repas</b>
14h-17h30 :	Président de séance : <b>André Petitat</b> , Université de Lausanne (Suisse), Président sortant de l' AISLF et du RéDoc
14h-15h :	<b>Choukri Ben Ayed</b> , Université de Limoges (France) <i>La concurrence scolaire, une nouvelle forme de domination</i>
15h-16h :	<b>Marcos Ancelovici</b> , Université du Québec à Montréal (Québec) <i>Les mouvements sociaux face à l'austérité</i>
16h :	<b>Pause</b>
16h30-17h30 :	<b>Fatou Sow Sarr</b> , Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) <i>De la stratégie de revendication des droits à celle de la conquête du pouvoir : les avancées du mouvement social féminin au Sénégal entre 1945 et 2012</i>
18h :	<b>Cocktail d'accueil</b>

## Mardi 2 juillet

<b>9h-11h :</b>	Président de séance : <b>Rachad Antonius</b> , Université du Québec à Montréal
<b>9h-10h :</b>	<b>Mona Amer</b> , Université du Caire (Égypte) <i>Les transitions de l'école vers l'emploi en Egypte et en Jordanie</i>
<b>10h-11h :</b>	<b>Paul Bouffartigue</b> , CNRS-Aix-Marseille Université (France) <i>Précarisation du travail et action collective</i>

<b>11h :</b>	<b>Pause</b>
--------------	--------------

### 11h15-13h : Ateliers professeurs/doctorants

<b>ATELIER 1</b>	<b>ATELIER 2</b>	<b>ATELIER 3</b>
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Clio Chaveneau (France)</u> <i>Migrations politiques vers les Territoires Palestiniens : s'installer à l'étranger pour contribuer à son échelle au changement ?</i>  <u>Amélie Le Pape (France)</u> <i>Les résistances développées par une personne en situation de migration ou allophone.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Montaha Ben Kacem (Tunisie)</u> <i>Face à une nouvelle domination mondiale, quelles stratégies de résistance ? Cas des centres d'appels offshore en Tunisie.</i>  <u>Fanny Girin (France)</u> <i>Au nom de la sécurité. Rationalisation et responsabilisation du travail dans une raffinerie de pétrole.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Emmanuel Kobela (France)</u> <i>Résistance des femmes au sud du Tchad à travers un parcours personnel jalonné d'apports externes.</i>  <u>Aline Eyoman (France)</u> <i>La solidarité féminine à l'épreuve du pouvoir: cas des associations de tontine à Yaoundé.</i>

<b>13h-14h :</b>	<b>Pause repas</b>
------------------	--------------------

### 14h-16h : Ateliers professeurs/doctorants

<b>ATELIER 1</b>	<b>ATELIER 2</b>	<b>ATELIER 3</b>
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Ahmad Abdoul Malik (France)</u> <i>De la mise en avant du modèle de réussite communautaire comme forme de résistance au modèle dominant de la réussite sociale : le cas des migrants comoriens en France et de leurs enfants.</i>  <u>Guillaume Roucoux (France)</u> <i>Accord et concordance : entre domination et résistance dans les « sectes ».</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Clément Gérôme (France)</u> <i>L'entrepreneuriat social en France constitue-t-il une rupture avec l'ordre néolibéral dominant ?</i>  <u>Cina Gueye (Sénégal/France)</u> <i>Domination, résistances et adaptations dans la ville africaine d'aujourd'hui : les petits commerçants circulants de Dakar face à la compétition urbaine.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Guillaume Vallet (France)</u> <i>La domination "maximale": réalité ou fantasme ? Le cas des pratiquants masculins de bodybuilding.</i>  <u>Damien Simonin (France)</u> <i>Discours sur la domination et discours de résistance : la catégorie de « travail du sexe » contre la stigmatisation de la prostitution.</i>

16h : Pause

16h30-18h00 : Ateliers professeurs/doctorants

<b>ATELIER 1</b> <b>Responsable : Carole Barthélémy,</b> Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>ATELIER 2</b> <b>Responsable : Annie Lamanthe,</b> Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU	<b>ATELIER 3</b> <b>Responsable : Constance de Gourcy,</b> Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<p><b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Serge Solo (Madagascar)</u> <i>L'interculturalité en contexte du développement urbain à Madagascar.</i></p> <p><u>Ben Kerste (France/Allemagne)</u> <i>La ville créative entre marketing et projet urbain.</i></p>	<p><b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Mariana Lecarpentier (France)</u> <i>La nouvelle gouvernance hospitalière et les identités professionnelles face à la domination managériale.</i></p> <p><u>Laure Piana (France)</u> <i>Les pôles de compétitivité, espaces de reproduction ou de reconfiguration des relations industrielles locales ?</i></p>	<p><b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Valérie Orange (Québec)</u> <i>L'influence de l'articulation du sexisme et du racisme dans les discours au sujet du voile sur la construction de représentations en matière de laïcité et d'identité. Étude comparée Québec – France.</i></p> <p><u>Leïla Benhadjoudja (Québec)</u> <i>Le féminisme musulman au Québec: les enjeux de tensions et les lieux de litige entre les féminismes.</i></p>

## Mercredi 3 juillet

<b>9h-11h :</b>	Président de séance : <b>Jean Louis Genard</b> , Université Libre de Bruxelles
<b>9h-10h :</b>	<b>Imed Melliti</b> , Université Tunis El Manar (Tunisie) <i>La jeunesse tunisienne dans les mouvements sociaux.</i>
<b>10h-11h :</b>	<b>Gilles Ferréol</b> , Université de Franche-Comté (France) <i>Minorités et politiques de discrimination positive.</i>

<b>11h :</b>	<b>Pause</b>
--------------	--------------

### 11h15-13h00 : Ateliers professeurs/doctorants

<b>ATELIER 1</b>	<b>ATELIER 2</b>	<b>ATELIER 3</b>
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Tania Ibris (France)</u> <i>Médecine scientifique vs médecines alternatives en Guyane : ordre et désordre.</i>  <u>Stéphanie Pache (Suisse/France)</u> <i>User de l'argument de santé : une individualisation des luttes ?</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Gérard Tukumbi Ramazani (RDC)</u> <i>Résistance des ruraux au pouvoir traditionnel.</i>  <u>Vincent Biaggioni (France)</u> <i>Entre domination et consensus, des choix de développement dans l'espace rural péri- urbanisé facteur de structuration sociale et politique.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Djaouida Lassel (France)</u> <i>L'évolution du statut de la femme algérienne après le printemps arabe.</i>  <u>Moïse Tamekem Ngoutsop (Cameroun)</u> <i>Des structures sociales coercitives aux déviances sexuelles incestueuses chez les jeunes au Cameroun : une socioanalyse des stratégies de résistances juvéniles à « l'oppression » d'une société autoritaire.</i>

<b>13h00-14h00 :</b>	<b>Pause repas</b>
----------------------	--------------------

<b>15h00-18h00 :</b>	<b>Visite de Marseille, avec Pierre-Alain Moreau, U. d'Aix-Marseille Ballade urbaine « En bonne compagnie maritime »</b>
----------------------	--

## Jeudi 4 juillet

<b>9h-11h :</b>	Présidente de séance : <b>Fatou Sow Sarr</b> , Université Cheik Anta Diop, Dakar
<b>9h-10h :</b>	<b>Cheikh Gueye</b> , ONG ENDA Tiers Monde, Dakar (Sénégal) <i>Territorialisation des mourides : entre hégémonie nationale et résistance à la mondialisation.</i>
<b>10h-11h :</b>	<b>Rachad Antonius</b> , Université du Québec à Montréal (Québec) <i>Révoltes et contre-révoltes arabes : comment les interpréter?</i>

<b>11h00 :</b>	<b>Pause</b>
----------------	--------------

### 11h15-13h00 : Ateliers professeurs/doctorants

ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Laurent Mell (France)</u> <i>Une domination par la visibilité : le dévoilement de soi sur Facebook.</i>  <u>Zuhal Karagöz (France)</u> <i>Les formes de domination et de résistance au sein de la communauté kurde à Marseille.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Misah Andriamalala (Madagascar)</u> <i>Le Doany : récupération virtuelle de la royauté, objet transitionnel et remède à la menace d'envahissement.</i>  <u>Sabrina Zeghiche (Canada)</u> <i>Minorité musulmane en Inde : construction identitaire en situation de conflit.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Salima Massoui (Maroc)</u> <i>La violence conjugale et stratégie de résistance des femmes confrontées à la violence.</i>  <u>Najat Ouafidi Gorfti (Maroc)</u> <i>La femme et les processus décisionnels au sein de la famille rurale au Maroc sous la domination de la société.</i>

<b>13h00-14h00 :</b>	<b>Pause repas</b>
----------------------	--------------------

### 14h-16h : Ateliers professeurs/doctorants

ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail /AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Nofret Hernandez Vilchis (France)</u> <i>Être journaliste en Palestine. Esquisse d'une profession dans un terrain en conflit.</i>  <u>Ibrahim Soysüren (Suisse)</u> <i>Comment résister à l'expulsion? Une analyse comparative de trois guides.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Meryll David-Ismayil (France)</u> <i>La routinisation des pratiques de collusion au sein des organisations internationales : expliquer le maintien de la domination occidentale au sein de celles-ci.</i>  <u>Max Zachée Saintclair Mbida Onambele (Cameroun)</u> <i>Dynamiques institutionnelles et processus historiques : le Cameroun du protectorat à la tutelle.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Henri Sarr (Sénégal)</u> <i>Discours sur les droits de la femme et adoption progressive de lois libérales en faveur de l'avortement provoqué en Afrique de l'Ouest. Contribution à une sociologie du dévoilement des nouvelles formes de domination symbolique.</i>  <u>Emmanuel Mujinga (République Démocratique du Congo)</u> <i>La domination et la résistance : la dichotomie sociologique, frein au développement durable.</i>

<b>16h :</b>	<b>Pause</b>
--------------	--------------

16h30-18h00 : Ateliers professeurs/doctorants

<p align="center"><b>ATELIER 1</b></p> <p><b>Responsable : Carole Barthélémy,</b> Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU</p>	<p align="center"><b>ATELIER 2</b></p> <p><b>Responsable : Annie Lamanthe,</b> Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail / AMU</p>	<p align="center"><b>ATELIER 3</b></p> <p><b>Responsable : Constance de Gourcy,</b> Laboratoire Méditerranéen de Sociologie AMU</p>
<p><b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Snezana Mijailovic (France)</u> <i>L'immigré(e) et le couple mixte dans le cinéma français. Représentation cinématographique des rapports de domination en contexte migratoire.</i></p> <p><u>Fatma Moumni (Tunisie)</u> <i>Révolution et contre révolution en Tunisie.</i></p>	<p><b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Mamadou Aguibou Diallo (France)</u> <i>L'histoire de la protection sociale au Sénégal : acteurs, stratégies et acquis.</i></p> <p><u>Mohammad Shafiei (France)</u> <i>Le langage et la domination en Iran : une étude de la stratégie des stéréotypes.</i></p>	

## Vendredi 5 juillet

<b>9h-11h :</b>	Présidente de séance : <b>Mona Amer</b> , Université du Caire
<b>9h-10h :</b>	<b>Anne-Catherine Wagner</b> , Université Paris 1 (France) <i>Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation.</i>
<b>10h-11h :</b>	<b>Roland Gori</b> , Université d'Aix-Marseille (France) <i>Les fabriques de la servitude volontaire.</i>

<b>11h00 :</b>	<b>Pause</b>
----------------	--------------

### 11h15-13h00 : Ateliers professeurs/doctorants

<b>ATELIER 1</b>	<b>ATELIER 2</b>	<b>ATELIER 3</b>
<b>Responsable : Carole Barthélémy</b> , Laboratoire Population Environnement, Développement / AMU	<b>Responsable : Annie Lamanthe</b> , Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail /AMU	<b>Responsable : Constance de Gourcy</b> , Laboratoire Méditerranéen de Sociologie / AMU
<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Sami Atia (Tunisie)</u> <i>Changement démographique et révolution tunisienne.</i>  <u>Anastasia Tsiolcha (Grèce)</u> <i>Le mouvement des Indignés dans les médias grecs et étrangers : une analyse comparative.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Nicola Cianferoni (Suisse)</u> <i>Inventer de nouvelles formes d'action collective au pays de la paix du travail. (Atelier 2 jeudi 16-18 ?)</i>  <u>Foued Ghorbali (Tunisie)</u> <i>Les jeunes tunisiens dans les quartiers populaires : précarité d'emploi et modes de résistances identitaires.</i>	<b>DOCTORANTS-ES :</b> <u>Aristide Okoko (République Démocratique du Congo/Togo)</u> <i>Pouvoir de guérison dans les églises de réveil à Brazzaville : A propos d'un recours thérapeutique des Femmes vivant avec le VIH.</i> <u>Edmond VII Mballa Elanga (Cameroun)</u> <i>Les adhésions des jeunes et des femmes camerounais au sein des nouveaux mouvements religieux : des formes de résistance des « acteurs faibles ».</i>

<b>13h-14h :</b>	<b>Pause repas</b>
------------------	--------------------

<b>14h-16h :</b>	<b>Conférences de clôture, Président de séance : Jean-Marc Larouche</b> , Université du Québec à Montréal
<b>14h-15h :</b>	<b>Philippe Corcuff</b> , Institut d'Études Politiques de Lyon (France) <i>Enjeux de la critique sociologique aujourd'hui : dominations, émancipations et engagement.</i>
<b>15h-16h :</b>	<b>Jean-Louis Genard</b> , Université libre de Bruxelles (Belgique) <i>Nouvelles dominations, nouvelles résistances : quel enjeu pour la sociologie?</i>

<b>16h00 :</b>	<b>Pause</b>
----------------	--------------

<b>16h30-17h30 :</b>	<b>Bilan et perspectives</b>  <b>Jean-Marc Larouche</b> , Université du Québec à Montréal, Président du RéDoc
----------------------	---

<b>18h00 :</b>	<b>Soirée de clôture</b>
----------------	--------------------------



# Résumés des communications

## I. PROFESSEURS/CHERCHEURS

### **AMER, Mona – Mardi le 2 juillet de 9h à 10h**

---

Université du Caire (Égypte)

#### **Les transitions de l'école vers l'emploi en Égypte et en Jordanie**

Les jeunes Égyptiens et Jordaniens rencontrent des difficultés à s'insérer sur le marché du travail après la fin de leurs études. Des données représentatives au niveau national et comparables sur les marchés du travail égyptien (Egyptian Labor Market panel Survey 2006) et jordanien (Jordan Labor Market Panel Survey 2010) permettent d'appréhender ce que deviennent les jeunes à la sortie du système éducatif : emploi (type d'emploi public/privé ; formel/informel), chômage ou inactivité. Ces données d'une grande richesse permettent également d'analyser les marchés du travail de ces deux pays de manière dynamique et notamment de suivre des cohortes d'individus sur plusieurs années. L'intervention mettra l'accent sur une comparaison des trajectoires d'insertion des jeunes Égyptiens et Jordaniens sur le marché du travail.

### **ANCELOVICI, Marcos – Lundi le 1<sup>er</sup> juillet de 15h à 16h**

---

Université du Québec à Montréal (Québec)

#### **Les mouvements sociaux face à l'austérité**

Depuis environ deux ans, le monde est secoué par un cycle de protestations d'une rare ampleur. Ces protestations sont généralement une réponse directe à la crise financière internationale et aux mesures d'austérité qui l'accompagnent. Au-delà des réalités et des spécificités locales, nous voudrions ici insister sur les points communs de ces mobilisations. Sur la base d'exemples tirés de la Grèce, de l'Espagne, des États-Unis et du Québec, nous nous pencherons notamment sur l'occupation des places publiques et sur la démocratie directe (ce que certains appellent l'horizontalisme) comme modes d'organisation et d'action. Nous expliquerons en quoi ce cycle de protestations se distingue des cycles précédents, notamment celui associé au mouvement altermondialiste de la fin années 1990 et du début des années 2000, et nous essaierons d'évaluer ses effets.

### **ANTONIUS, Rachad – Jeudi le 4 juillet de 10h à 11h**

---

Université du Québec à Montréal (Québec)

#### **Révoltes et contre-révoltes arabes: comment les interpréter?**

Nous sommes loin de l'euphorie provoquée par les révoltes arabes dans les premières semaines de 2011. Il est à présent clair qu'en réaction aux révoltes arabes, des contre-révoltes ont cours, c'est-à-dire des processus de répression directe, de récupération ou d'instrumentalisation, visant à faire avorter l'émergence de systèmes de gouvernance véritablement démocratiques (étant entendu que ces termes recouvrent un éventail de possibilités et non pas une forme unique). Dans ces processus, les facteurs nationaux (locaux) et internationaux (régionaux ou globaux) s'enchevêtrent et sont quelquefois difficile à départager. Des acteurs locaux ayant des intérêts qui peuvent converger avec ceux d'acteurs internationaux plus puissants, il n'est pas toujours facile de déterminer qui instrumentalise qui. Pour essayer de comprendre ces processus, nous ferons appel à une typologie des modes de légitimation dans les régimes arabes contemporains, en considérant que l'implication active des monarchies pétrolières dans le mouvement de contre-révoltes a peut-être pour conséquence de consolider un système régional qui est en train de se transformer profondément. Nous examinerons la façon dont ces facteurs se présentent dans le cas de l'Égypte et de la Syrie, avec des références occasionnelles à d'autres sociétés arabes.

### **BEN AYED, Choukri – Lundi le 1<sup>er</sup> juillet de 14h à 15h**

---

Université de Limoges (France)

#### **La concurrence scolaire, une nouvelle forme de domination ?**

La concurrence s'est imposée au plan national comme international, comme un levier de la « modernisation » des services publics. Pour ses promoteurs, la concurrence est considérée comme vertueuse, la « saine émulation » censée en résulter serait de nature à optimiser « l'offre » de service public et à améliorer la qualité des prestations fournies. La concurrence, érigée ainsi en doxa, supporte

difficilement l'examen scientifique. Elle compte parmi ces ordres de faits qui, comme le disait Emile Durkheim ont « un tel prestige » que « le seul fait de les soumettre, ainsi que les événements qu'elles expriment, à une froide et sèche analyse révolte certains esprits » (Emile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 1ère édition, Paris Alcan, 1895). Cet examen s'avère pourtant indispensable. La communication s'appuiera sur les résultats d'une recherche collective consacrée aux transformations de l'école française montrant comment les logiques de la concurrence qui la traversent participent des formes contemporaines de domination scolaire (Broccolichi S. Ben Ayed C., Trancart D. *Ecole : les pièges de la concurrence. Comprendre le déclin de l'école française*, La Découverte, 2010). Elle contribue en effet, non seulement à accroître les inégalités de scolarisation, mais également à accentuer la polarisation urbaine et scolaire, les tensions ainsi que les sentiments de disqualification pour les élèves et les enseignants situés dans le bas des hiérarchies scolaires.

---

### **BOUFFARTIGUE, Paul – Mardi le 2 juillet de 10h à 11h**

CNRS-Aix-Marseille Université (France)

#### **Précarisations du travail et action collective**

La précarisation professionnelle est surtout présentée comme un facteur d'affaiblissement des capacités de résistance individuelle et collective à la domination. Pourtant, en France, des mobilisations de travailleurs précaires ont marqué les années 2000. En revenant sur les conditions sociales qui ont rendu possibles ces conflits pourtant « improbables » aux yeux d'une sociologie classique, on insistera sur les contradictions dont les processus de précarisation professionnelle et sociale sont porteurs. Leur extension amène des salariés dotés d'atouts scolaires à en faire l'expérience. Les mises en cause des dominations de sexe ou de race peuvent alimenter les résistances à la domination au travail. L'affaiblissement du syndicalisme ouvre, paradoxalement, des espaces d'engagement à des salariés dépourvus d'expérience de l'action collective, mais non d'expériences protestataires.

---

### **CORCUFF, Philippe – Vendredi le 5 juillet de 14h à 15h**

Institut d'études politiques de Lyon (France)

#### **Enjeux de la critique sociologique aujourd'hui : dominations, émancipations et engagement**

Il s'agit, dans cette intervention, de revenir sur deux enjeux associés des sociologies critiques aujourd'hui, tels qu'ils ont été formulés dans mon livre *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs* (Paris, La Découverte, collection «Bibliothèque du MAUS», 2012) :

- la réarticulation entre sociologie critique des dominations et horizon émancipateur, ce qui passe par une mise en tension des apports respectifs de Pierre Bourdieu et de Jacques Rancière, mais aussi par les nouvelles perspectives critiques-pragmatiques ouvertes par Luc Boltanski ;
- et la re-problématisation des rapports entre sciences sociales et engagement dans une voie récusant tout à la fois le scientisme comme l'indistinction des registres de la science et de l'action.

---

### **DE MUNCK, Jean – Lundi le 1<sup>er</sup> juillet de 11h à 12h**

Université catholique de Louvain (Belgique)

#### **Insaisissables pouvoirs. Les résistances entre droits et subversions**

Les *résistances* sont conditionnées par les formes de *pouvoir* auxquelles elles s'adressent : nous devons tenir ensemble ces deux pôles. Dans les sociétés de haute modernité, le pouvoir est devenu « complexe » (Luhmann), « sophistiqué » et « gestionnaire » (Boltanski). Nous assistons, progressivement, à une transformation des processus de domination par la création d'environnements contraignants : les techniques de la domination passent par des incitants, par des complexités multiples et par l'implication participative des acteurs à leur propre sujétion. En conséquence, la figure du pouvoir est marquée par l'insaisissabilité. On pourrait faire l'hypothèse de nouvelles formes d'hégémonie. En contrepoint, les grammaires de l'émancipation dont témoignent les mouvements sociaux contemporains sont marqués par une transformation des régimes de *critique* et d'*action collective*. Les justifications de la critique mobilisent des thèmes de la subjectivité, de l'expérimentation, du localisme. Les actions collectives mettent un accent nouveau sur l'expressivité, l'auto-organisation et la démocratie directe. Elles pointent dans deux directions opposées. D'un côté, nous assistons à l'émergence de nouvelles figures de la subversion (ou de l'ironie) plus que de la contestation frontale. D'un autre côté, on observe un surinvestissement du langage des droits (et du droit ?). De nouveaux rapports au politique, et notamment à l'Etat, sont-ils en train de s'établir ?

---

**FERRÉOL, Gilles – Mercredi le 3 juillet de 10h à 11h**

---

Université de Franche-Comté (France)

**Minorités et politiques de discrimination positive**

Quel statut accorder aux minorités ? Qu'entend-on par « *droit à la différence* » ? Doit-on promouvoir des politiques de « *discrimination positive* » ? Tous ces questionnements nous invitent à réfléchir sur ce qui rend possible la coexistence des cultures ou des communautés, l'interrogation jadis formulée par Isaiah Berlin (comment concilier le « *legs des Lumières* » avec la « *pluralité des normes et des valeurs* » ?) étant plus que jamais d'actualité. L'alternative se précise entre une *Europe des citoyens* et une *Europe des minorités*, l'égalité de traitement et la lutte contre les inégalités étant fondamentales de même que la conquête de nouveaux droits ou l'ouverture de nouveaux espaces d'expression et de sociabilité, de liberté et de responsabilité.

---

**GENARD, Jean-Louis – Vendredi le 5 juillet de 15h à 16h**

---

Université libre de Bruxelles (Belgique)

**Nouvelles dominations, nouvelles résistances : quels enjeux pour la sociologie?**

Ma contribution portera sur les enjeux que représente pour la sociologie l'identification des nouvelles formes de domination. Globalement, l'hypothèse sera la suivante. La sociologie a tout d'abord hérité de la sociologie marxiste l'idée que la domination peut se saisir comme exploitation, essentiellement de la force de travail, c'est-à-dire des forces physiques de l'individu. Les concepts d'aliénation, de réification ou de non reconnaissance que l'on retrouve dans la tradition qui va de Marx à l'école de Francfort en passant par Lukacs approfondit l'approche de la domination en y percevant une dimension de déshumanisation souvent associée au triomphe de la technique, de la raison instrumentale et à une relégation des conditions de l'interaction ou de l'intersubjectivité. Mon intervention tentera de montrer les limites de ces dernières approches en attirant en particulier l'attention sur une des caractéristiques intrinsèques des nouvelles formes de domination, à savoir l'exploitation et la manipulation par la connaissance non plus seulement des forces physiques, mais des forces et énergies psychiques des acteurs. Les pathologies sociales actuelles ne se limitent en effet plus à l'épuisement ou aux accidents physiques, elles ne peuvent se saisir non plus exclusivement en termes de mépris, de non reconnaissance, de honte ou de mésestime de soi. Le domptage des forces psychiques par l'exacerbation des exigences de motivation, d'engagement, de responsabilisation... dans le monde du travail ou dans les politiques sociales ; des affects, des désirs... dans la sphère de la consommation produisent des pathologies spécifiques que sont par exemple le stress et le burn out dans le monde du travail, les compulsions dans la sphère de la consommation. Les deux moments, celui de l'exploitation et de la manipulation des forces psychiques, et celui de leur soin, faisant l'objet d'approches participant du processus de rationalisation. Le premier dominé par un arrière-plan behaviouriste, le second investi par l'industrie médicale et pharmaceutique. Comprendre ce que dominer veut dire aujourd'hui suppose que soient articulés ces trois moments de la domination.

---

**GORI, Roland – Vendredi le 5 juillet de 10h à 11h**

---

Université Aix-Marseille (France)

**Les fabriques de la servitude volontaire**

« En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, en Occident, la folie sociale a pris un nouveau nom, celui d'ÉVALUATION ». Le mot essaime partout. Il est à la fois le dispositif et le symptôme d'un mode de contrôle social particulièrement dangereux. La société occidentale demande maintenant à ceux qu'elle missionne, dans tous les domaines d'activité, de lui rendre des comptes, ce qui paraît très légitime, mais en faisant de cette exigence un instrument de normalisation généralisée. On sait quel malaise cela génère. Il ne s'agit en fait pas tant de « rendre compte » que de s'en trouver, par ce biais, asservi. Il convient d'examiner le processus en cours. La « machine évaluative », alors même qu'elle donne de nombreux signes d'essoufflement, continue pourtant à se développer, et les tentatives effectuées tant pour la dénoncer que pour tenter d'en limiter les effets délétères n'amènent pour l'instant qu'à la renforcer. Les agences d'évaluation, diverses et variées, constituent aujourd'hui la nouvelle manière de donner des ordres et de faire de la politique sans en avoir l'air. Le contrat social de la démocratie est bel et bien entamé, si ce n'est rompu par cette forme de dictature que sont les chiffres : chiffres que l'on présente comme évidents et indiscutables, alors même qu'ils se déduisent de rapports de force sociaux et symboliques. Il faut réinterroger la notion de « valeur » pour combattre efficacement l'évaluation et refonder le contrat social.

## **GUEYE, Cheikh – Jeudi le 4 juillet de 9h à 10h**

ONG ENDA Tiers Monde (Sénégal)

### **Territorialisation des mourides : entre hégémonie nationale et résistance à la mondialisation**

La territorialisation des Mourides est une dialectique d'hégémonie territoriale au Sénégal et d'inscription dans les interstices de la mondialisation à laquelle elle veut contribuer en lui proposant son projet de société tout en lui résistant par l'appel constant à sa mémoire. L'image de réussite mouride constamment construite, ainsi que l'esprit de conquête participent pleinement de l'invention de la confrérie, qui se donne ainsi les moyens de sa crédibilité et ceux de confronter la représentation idéalisée d'elle-même à la réalité. Cette invention continue se fait par emprunts, innovations, interprétations nouvelles tout autant que par l'appel à la mémoire. Elle procède d'accumulations successives et d'emboîtement d'activités différentes. Elle appelle avec insistance le concept de frontière, cette frange mouvante où s'invente la société. Ainsi, la construction territoriale des Mourides a comme capitale Touba, mais comporte d'autres points forts au Sénégal et dans le monde. La confrérie ne se satisfait plus de consacrer son énergie à construire seulement une capitale de référence. Elle tente de reproduire au loin le symbolique et le sacré pour exister en contexte d'anonymat.

## **MELLITI, Imed – Mercredi le 3 juillet de 9h à 10h**

Université Tunis El Manar (Tunisie)

### **La jeunesse tunisienne dans les mouvements sociaux**

L'analyse historique montre le rôle déterminant que les jeunes ont joué dans la remise en question de l'ordre politique en Tunisie depuis l'Indépendance. La contestation juvénile de l'ordre politique commence à travers l'opposition au régime autoritaire de Bourguiba et se poursuit à partir des années 1980 par le biais de l'adhésion massive des jeunes au mouvement islamiste et de la participation active aux violences urbaines, dont les émeutes du 3 janvier 1984. Cela dit, et jusqu'au déclenchement du processus révolutionnaire qui conduira à la chute de Ben Ali le 14 Janvier 2011, une attitude de dévalorisation de l'engagement public et d'un recentrement sur les valeurs et les enjeux de la vie privée, du bien-être et du salut personnel était apparemment dominante chez les jeunes. Aujourd'hui, les chercheurs sont unanimes à reconsidérer le rôle politique des jeunes et à reconnaître le potentiel de mobilisation et l'action corrosive que recèlent toutes sortes de collectifs juvéniles nébuleux, situés dans une large mesure à la marge des structures syndicales et partisans, mais, à défaut d'enquêtes, la recherche sur les engagements publics et politiques des jeunes n'est pas plus avancée. Quelques lignes de force semblent toutefois se dégager : 1- les jeunes ont une nette préférence pour les nouveaux médias dans l'expression de leurs engagements publics ; 2- l'usage critique de ces nouveaux médias favorise un type de discours moins formalisé et plus satirique et des modes de communication plus horizontaux, qui s'accommodent d'un « individualisme expressif », où l'expression publique de l'intériorité et l'exposition de la vie privée sont de mise ; 3- l'engagement des jeunes et leurs mobilisations collectives s'articulent autour d'une critique du modèle politique en termes de justice sociale et d'une demande de citoyenneté réelle à travers l'accès à l'emploi et la « dignité ».

## **SARR, Fatou Sow – Lundi le 1<sup>er</sup> juillet de 16h30 à 17h30**

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

### **De la stratégie de revendication des droits à celle de la conquête du pouvoir : les avancées du mouvement social féminin au Sénégal entre 1945 et 2012**

Cette communication essaie d'analyser les actes posés par les femmes sénégalaises entre février 1945, date à laquelle elles ont obtenu le droit de vote, et juillet 2012, date de l'application de la loi sur la parité dans les instances électives et semi-électives. Le 19 février 1945, le gouvernement français a publié deux décrets : le premier autorisant les femmes qui sont hors de la Métropole à voter, et le second, le refusant aux femmes citoyennes de l'AOF, ce que les Sénégalaises ont refusé. Celles-ci se mobilisèrent massivement à Saint-Louis (la capitale) en menaçant de s'en prendre aux Européens qui iraient aux urnes le jour du scrutin. Le Ministre des colonies finit par céder en annulant (le 17 mars 1945) le décret mis en cause et en rétablissant les citoyennes des quatre communes<sup>2</sup> dans leur droit.

Après cette séquence de leur histoire, les Sénégalaises ont compris la nécessité d'aller au-delà de la revendication des droits, pour participer pleinement à l'exercice du pouvoir. Elles créèrent en 1956 l'Union des Femmes Sénégalaises (UFS) qui réclama la parité en 1959. Cependant, Mamadou Dia, le chef

<sup>2</sup> Les habitants des quatre communes que sont Saint-Louis, Rufisque, Dakar et Gorée avaient le statut de citoyen français de 1792 à l'indépendance, en 1960.

du gouvernement d'alors qui était hostile à l'émancipation des femmes, réussit à les réduire au silence. Brimées dans les partis politiques où elles sont cantonnées dans des sections féminines sans pouvoir et instrumentalisées au profit des hommes, beaucoup de femmes se replient alors dans les organisations à caractère social et économique. Ce repli n'est qu'une accalmie, car en 1984, sous la houlette de Marie Angélique Savané, une nouvelle génération de femmes réapparaît pour reprendre le flambeau de la revendication politique. Cette dernière a beaucoup contribué à la prise de conscience politique d'une large couche de femmes, qui sera consolidée dans les années 90 avec la multiplication d'organisations de femmes dans le sillage de la conférence de Beijing. Dans les années 2000, la jonction entre les organisations féminines et les espaces de réflexion et de production scientifiques du monde universitaire permet une avancée majeure dans la production de la pensée pour l'action, avec comme aboutissement la loi sur la parité et l'avènement de 43 femmes à l'Assemblée nationale. Un processus qui suscite rarement l'attention des chercheurs, d'où l'intérêt pour nous de nous pencher sur cette séquence de l'histoire politique du Sénégal et d'essayer d'en tirer des enseignements pour les luttes à venir.

**WAGNER, Anne-Catherine – Vendredi le 5 juillet de 9h à 10h**

---

Université Paris 1 (France)

### **Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation**

La mondialisation ou l'internationalisation des échanges ne bouleverse pas seulement l'ordre économique mais aussi les rapports entre les différents groupes sociaux. Elle ébranle ou renforce les anciennes hiérarchies sociales, produit de nouveaux clivages entre les classes. Elle ouvre aussi des possibilités de mobilité sociale pour des groupes en ascension. Aborder la mondialisation sous l'angle de la stratification sociale permet de rompre avec une vision trop homogénéisante de la globalisation, et d'appréhender plus finement les processus actuels. Cette communication portera sur la notion de capital international et sur ses usages pour repenser les définitions et les principes d'analyse de la structure sociale.

## II. DOCTORANTS-ES

**ABDOUL-MALIK, Ahmad**

---

Université Aix-Marseille (France)

### **De la mise en avant du modèle de réussite communautaire comme forme de résistance au modèle dominant de la réussite sociale: le cas des migrants comoriens en France et de leurs enfants**

Par le biais de mon travail de master sur les enfants de la communauté comorienne à Marseille, on peut clairement affirmer que le modèle de réussite prôné par le migrant comorien est de type communautaire. Ce dernier cherche autant à s'intégrer dans le pays d'accueil que dans son pays d'origine. Selon G. Vivier (1996), les migrations comoriennes sont intrinsèquement mues par cette volonté de réussite de la part de l'émigrant dans la coutume et dans la tradition du pays d'origine. Cette quête d'intégration dans les deux espaces nationaux incite les migrants comoriens à créer des liens sociaux transnationaux censés leur faciliter autant la réussite dans la coutume et dans la tradition que l'intégration dans les sphères économiques de la société du pays d'accueil. En terre d'immigration, les migrants tiennent à inscrire les projets scolaires et professionnels de leurs enfants dans leurs propres projets migratoires, notamment de réussite coutumière. Ce modèle de réussite communautaire incarné par les migrants fait l'objet d'un fort ostracisme de la part de leurs enfants nés ou ayant grandi en terre d'immigration qui le considèrent comme « archaïque » et pour qui la réussite doit être individuelle. Cette réussite individuelle défendue par les enfants conforme au modèle majoritaire ou dominant du pays d'accueil (modèle d'intégration français) se trouve aux antipodes des référents communautaires de la réussite promus par leurs parents qu'on peut qualifier de minoritaire. Cette vision individualiste de la réussite clairement affirmée par les enfants met en exergue l'idée selon laquelle la mise en avant par les parents du modèle de réussite communautaire constitue en soi une forme de résistance et d'opposition culturelles face au modèle dominant du pays d'accueil. Avec la communauté comorienne, les rapports sociaux de domination sont diffus et hétérogènes, et ne se cantonnent plus à la dichotomie classique du dominant-dominé ou majorité-minorité (F. Lorcerie, 2003). Au sein des populations minoritaires comme majoritaires, il existe aussi des formes de dominations et de résistances qui peuvent se manifester par des mécanismes de coercition et d'intériorisation de la norme dominante. C'est dans cette optique que nous pensons qu'une réflexion mérite d'être menée sur le processus d'intégration de la communauté comorienne en terre d'immigration

afin d'en dégager les diverses stratégies d'émancipation, de résistances et de domination prévalant au sein de cette population en relation, notamment, avec les problématiques d'ordre intergénérationnel.

---

**ANDRIAMALALA, Misah**

Université d'Antananarivo (Madagascar)

**Le *Doany*: récupération virtuelle de la royauté, objet transitionnel et remède à la menace d'engloutissement**

*Doany* est un terme malgache qui désigne originellement un tombeau royal. Par extension, il renvoie au culte qui s'y déroule. Celui que nous allons investir se trouve à Fandriana, au sud de la Capitale malgache. S'agissant du rituel en question, le *doany* consiste en une juxtaposition – manifestement par indigence – de culte adressé à des reliques royales, de culte de possession et de christianisme. Manifestation culturelle codifiée, reflétant la mise en œuvre de la capacité homéostatique de la société, il relève d'une récupération virtuelle de la royauté et produit un véritable condensé du vécu historique groupal dans la visée inavouée d'un raffermissement de la vassalité. En réalité, l'avancée inexorable de la modernité envahissant le microcosme villageois et les contacts croissants avec le monde extra-villageois – généralement dans le cadre de rapports marchands – constituent une menace d'engloutissement induisant un problème d'insécurité ontologique chez un groupe au psychisme fragile car longuement placé sous l'égide d'une autorité surprotectrice. Justement, dans le cadre du *doany*, le groupe retrouve cette sensation profonde d'être soi-même sous l'œil bienveillant des anciens personnages de la royauté, garants de l'ordre social et devenant une composante essentielle du développement de son moi. En somme, le *doany* constitue un objet transitionnel en ce sens qu'il produit chez le groupe pratiquant un effet apaisant et sécurisant d'un substitut maternel en assurant, sans rupture d'équilibre, la facilitation de la transition entre l'attachement primaire à la « mère noblesse royale » et l'ouverture à la socialité, l'intégration à la société globale.

---

**ATIA, Sami**

Université de Tunis (Tunisie)

**Changements démographiques et révolution tunisienne**

Cette communication examine les liens entre les changements démographiques qu'a connus la Tunisie au cours des dernières décennies et les manifestations qui ont secoué ce pays depuis le 17 décembre 2010 aboutissant à la chute du régime de Ben Ali. La transition démographique est dans ses fondements un modèle descriptif de l'évolution démographique. Elle s'est peu à peu enrichie de travaux sur les facteurs de transition débouchant sur différents modèles explicatifs qui permettent d'apprécier quels en sont les principaux déterminants économiques et sociaux. La rapidité de la transition démographique en Tunisie et les transformations qu'elle a engendrées ont eu des conséquences au plan des politiques de développement. En effet, la baisse de la fécondité propre à la transition démographique s'est accompagnée d'autres transformations telles que l'augmentation du taux de célibat et du taux de scolarisation des femmes. Si le déclenchement de la transition démographique, qui est marqué par des facteurs sanitaires et sociaux, est un indicateur du niveau de développement économique d'un pays, sa fin constitue avant tout un changement dans l'organisation d'une société. Il apparaît que la révolution du jasmin avait plusieurs causes démographiques. Il suffisait de regarder les chiffres de la population et du chômage pour deviner ce qui allait se passer : trop de jeunes Tunisiens souffraient d'une vie précaire et fragile. L'inégalité entre les régions en ce qui a trait au développement et au chômage est un facteur essentiel pour expliquer les mouvements sociaux qu'a connus la Tunisie depuis le 17 décembre 2010.

---

**BAGGIONI, Vincent**

Université d'Aix-Marseille (France)

**Entre domination et consensus, des choix de développement dans l'espace rural périurbanisé facteur de structuration sociale et politique**

Des zones rurales, auparavant reculées et maintenant sous l'effet de la pression urbaine, ont accueilli ces dernières décennies de nouvelles populations, parfois en très grand nombre, au point de changer radicalement la sociologie d'espaces jusqu'alors profondément ruraux et agricoles. Ces transformations posent la question de la coexistence de publics d'origines sociales et géographiques parfois très différentes. Car, au-delà des sociabilités du quotidien, ces populations doivent définir, partager et mettre en œuvre un avenir commun dans un territoire communal en mutation : de nouveaux besoins émergent dans un contexte de regroupements intercommunaux et de paupérisation des couches les plus pauvres. L'exemple d'une commune d'environ 500 habitants, fortement repeuplée dans les dernières décennies, permet de décrire ces mécanismes de structuration sociale et politique en zone rurale. En effet, à partir

d'une situation politique consensuelle entre les populations à la fin des années 1990, un conflit sur un projet d'installation d'éoliennes au début des années 2000 se révèle comme un facteur de recomposition des forces et de reconstitution d'équilibres sociaux. Car au lieu d'une opposition traditionnelle entre autochtones et allochtones, les alliances que dessinent les deux groupes opposés transcendent ces catégories, rassemblant de part et d'autre des natifs, des anciens et de nouveaux venus. Ainsi, au-delà d'un conflit sur le devenir d'un lieu s'opposent des échelles et des styles de vie, entre d'un côté la défense d'un espace clos de pratiques et une autonomie de moyens, et de l'autre, une patrimonialisation du cadre de vie inscrite dans un réseau de liens et de lieux relevant d'une plus grande échelle. Le conflit apparaît alors comme une tentative des premiers d'imposer aux seconds un rapport de domination sur le devenir de cet espace, tentative qui échoue finalement. Quelques années plus tard, un nouveau projet, de centrale photovoltaïque au sol, établit au contraire un consensus, témoignant d'une évolution des positions, animée à la fois par le souci de préserver une sociabilité villageoise mise à mal la première fois et s'étant révélée précieuse, et par une attention plus grande aux préoccupations des nouvelles populations.

---

**BELGAROU, Rim**

Université de Sfax (Tunisie)

**Université tunisienne : entre la logique de domination et la logique de gouvernance**

La transformation perpétuelle de l'environnement et la diminution des ressources imposent aux universités non seulement d'être gouvernées, mais aussi administrées pour s'adapter et se réguler. Il va de soi que l'environnement des universités tunisiennes se transforme de façon accélérée via la mondialisation d'une « économie de savoir » et l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Dès lors, on assiste à une compétition et une concurrence inter-universités accrues. Néanmoins, le contexte tunisien impose un paradoxe remarquable entre deux logiques contradictoires. D'une part, nous constatons la domination de l'Etat qui empêche l'autonomie réelle des universités. D'autre part, le discours politique officiel affiche son attachement, surtout après la révolution, à la logique de la bonne gouvernance et la promotion de l'autonomie des universités. En effet, ce discours est étroitement lié à l'insertion de l'économie tunisienne dans une perspective néolibérale qui promeut la compétitivité, la concurrence et la marchandisation de l'enseignement. Ainsi, le discours des planificateurs dans le domaine de l'enseignement supérieur n'est qu'un discours « politico-idéologique » qui se contente d'idéaliser la logique de la gouvernance sans une mise en oeuvre réelle. D'ailleurs, cette situation paradoxale qui caractérise la situation actuelle de l'enseignement supérieur, contribue à transformer l'université en un champ de conflits et de résistances. Les syndicalistes, les professeurs et les étudiants sont aujourd'hui les acteurs qui résistent pour une université démocratique et autonome.

---

**BENHADJOUJJA, Leïla**

Université du Québec à Montréal (Québec/Canada)

**Le féminisme musulman au Québec: les enjeux de tension et les lieux de litige entre les féminismes**

Les études féministes postcoloniales ont mis en évidence que le discours porté sur les femmes du « Tiers-monde » par les approches féministes dominantes en Occident est victimisant et ignore l'agency de ces femmes (Mohanty, 1997; Spivak, 1998). Les femmes « tiers-mondistes » sont présentées uniquement comme des femmes pauvres, dominées par les hommes et victimes de violence sexuelle. Chandra Mohanty va au-delà de cette seule critique et met en évidence que les rapports de pouvoirs sont aussi présents dans la production scientifique (Mohanty, 1997, p. 196). Ces critiques sont tout aussi vraies pour les femmes musulmanes. Ces dernières sont souvent perçues comme un groupe homogène, dominées et soumises au système patriarcal. Elles sont rarement présentées comme des actrices politiques ou comme des initiatrices de changement de leur société. L'anthropologue pakistano-américaine Saba Mahmood souligne que « Pendant des décennies, les chercheurs travaillant sur le Moyen-Orient ont dépeint les femmes arabes et musulmanes comme des personnes passives et soumises, enchaînées par les structures d'autorité masculine. » (Mahmood, 2005, p. 6). Pourtant, l'émergence d'un discours féministe islamique, dans les sociétés occidentales et musulmanes, invite à revoir ces approches. Au Québec, un nombre grandissant de femmes musulmanes milite dans l'espace public. Cependant, une image stéréotypée de celles-ci persiste même au sein des groupes militants. La sociologue québécoise Chantal Maillé rappelle que la situation des femmes musulmanes a fait l'objet de vifs débats principalement suite aux demandes d'un tribunal islamique en Ontario et « la crise des accommodements raisonnables » au Québec. Aussi, elle souligne que les privilèges de *whiteness* imprègnent les mouvements féministes au Québec et marginalisent les féministes issues des minorités (Maillé, 2007). Je propose, dans le cadre de cette communication, d'analyser le féminisme musulman au Québec à partir de son militantisme pour une

double égalité: entre les hommes et les femmes d'une part, et entre les femmes elles-mêmes d'autre part. À partir d'un cadre théorique des études féministes postcoloniales, il s'agira de cerner les lieux de tension et de litige entre les féministes musulmanes et les féministes du groupe majoritaire au Québec. Aussi, je voudrais mettre en lumière les causes de tension afin de comprendre les enjeux que soulèvent les désaccords entre les féministes majoritaires et musulmanes.

---

**BEN KACEM, Montaha**

Université de Tunis (Tunisie)

**Face à une nouvelle domination mondiale, quelles stratégies de résistance? Cas des centres d'appels offshores en Tunisie**

Par le biais d'une enquête qualitative dans quatre centres d'appels offshores en Tunisie, nous traiterons, dans cette communication, les nouvelles sources de domination en lien avec des enjeux politiques et des intérêts économiques d'une « nouvelle classe dirigeante ». En effet, avec les transformations de l'appareil productif, la délocalisation des entreprises, la sous-traitance des activités de service dans les pays de Sud, une nouvelle domination au, du et par le travail se diffuse dans l'économie et dans les entreprises, imposant des normes et des règles de comportement aux salariés mais aussi aux prestataires de service dans ces pays d'accueil. L'imposition de son pouvoir et sa « légitimité » sont liés à un contexte de crise (chômage et précarité d'emploi) et à une forte compétitivité transnationale (notamment entre la Tunisie et le Maroc) entraînant une perte de maîtrise et de contrôle des conditions de travail dans les entreprises offshores et en particulier dans les centres d'appels : un secteur en pleine explosion en Tunisie. De ce fait, les difficultés des conditions d'exercice du travail dans ce secteur d'activité: pression de temps, absence d'initiative, tension nerveuse, bruit, faible autonomie et robotisation de système productif, s'expliquent non seulement par une autorité hiérarchique mais surtout par la domination de nouveaux dirigeants à distance : les donneurs d'ordre, les clients. Nous chercherons dans cette communication à montrer, en premier lieu, les méfaits de la domination des donneurs d'ordre, les fondements de son acceptabilité (IDE, Commerce Internationale, ...) et les répercussions quotidiennes sur les orientations stratégiques, organisationnelles et managériales des entreprises de service en Tunisie. En deuxième lieu, nous présenterons les stratégies de résistances et d'adaptation des acteurs sociaux qui se mobilisent d'une façon individuelle ou collective afin de s'opposer à une autorité hiérarchique et une domination mondiale.

---

**CARIAS REYES, Gabriela**

Université de Toulouse II (France)

**Résistance à l'extérieur, domination à l'intérieur. Enjeux de la cohabitation entre le collectif *Feministas en Resistencia* et les espaces mixtes de militance contre le coup d'État de juin 2009 au Honduras**

Après le coup d'État civico-politico-militaire de juin 2009 au Honduras, une nouvelle étape se déclenche dans l'action collective et la trajectoire des mouvements sociaux du pays. Face à un gouvernement qu'ils considèrent fasciste et oppresseur, un nombre sans précédent d'acteurs sociaux de gauche s'organisent pour militer contre les dérives du coup d'État et contre les institutions sociales qui le favorisent. Le mouvement féministe fait partie de ces acteurs qui, au lendemain du coup d'État, se déclarent « en résistance » face aux actions putschistes. Elles créent le collectif *Feministas en Resistencia (FER)* et se joignent au *Frente Nacional de Resistencia Popular (FNRP)*, espace plus ample de convergence d'organisations protestataires mixtes qui vise à la construction d'un projet de contre-pouvoir populaire. Dans cet espace de partage, la cohabitation entre les FER et les diverses structures du FNRP devient particulièrement conflictuelle. L'identification que les FER font de leur condition de genre comme facteur de subordination au sein de ces structures, ainsi que le passé de désaccords entre la gauche de la région et le mouvement féministe sont des facteurs qui rendent plus difficiles leurs rapports. De plus, la transformation du FNRP de mouvement social en parti politique deux ans après le coup d'État diminue l'engagement des FER dans ces structures. En effet, non seulement elles sont en opposition concrète à ce basculement mais il existe aussi une tradition féministe de méfiance envers les institutions politico-partisanes. Ainsi, la résistance au coup d'État collectivement partagée semble s'arrêter à cause de la perception des FER de la domination subie au sein du mouvement social étant donné leur condition de genre. Mais les actes personnels de résistance des membres de ce collectif ne s'arrêtent pas à cause du ralentissement de leur action collective. Les positions individuelles de ces femmes face aux phénomènes décrits sont variées et semblent être en rapport avec leurs trajectoires de vie, leur militance préalable, et avec leur évaluation du *modus operandi* des cercles de décision du FNRP. Ma contribution vise à comprendre comment la hiérarchisation à l'intérieur des espaces mixtes de militance contre le coup d'État au Honduras redéfinit les frontières entre action collective et actes individuels de résistance des membres



du collectif étudié, en prenant en compte les spécificités du mouvement féministe et ses conflits historiques vis-à-vis des mouvements sociaux et politiques de gauche.

### **CHAVENEAU, Cléo**

Université Paris Descartes (France)

#### **Migrations politiques vers les Territoires Palestiniens : s'installer à l'étranger pour contribuer à son échelle au changement?**

Depuis les Accords d'Oslo en 1993 et la création de l'Autorité Palestinienne, la présence des « internationaux » (étrangers) dans les Territoires Palestiniens tend à augmenter et s'est progressivement formalisée. Si la seconde Intifada a marqué un certain recul, la dynamique d'installation a repris dès les premiers signes de stabilisation politique à partir de 2004. Avec l'investissement massif dans le secteur de l'humanitaire et du développement par les bailleurs de fonds internationaux, le nombre des acteurs de l'aide n'a cessé d'augmenter dans les Territoires Palestiniens. À un mouvement migratoire mondialisé des élites, venues travailler pour les grandes organisations internationales, les agences onusiennes ou encore les ambassades et consulats étrangers, s'ajoute, dans le cas particulier palestinien, la mobilité d'individus venus pour contribuer, à leur manière et échelle, au changement de la situation palestinienne. Cette migration politique, nous permettra de réfléchir aux nouvelles formes de résistances et de pratiques politiques mises en place par les individus afin de prendre part au changement. S'installer pour un temps donné dans les Territoires Palestiniens va être l'occasion, pour des personnes politisées en amont, de concrétiser leur engagement politique et leur solidarité. Cette volonté d'agir va se manifester sur le terrain de multiples manières: par la présence physique elle-même qui est perçue comme un défi à l'occupation et à l'isolement des Palestiniens mais aussi au travers de leurs emplois, en mettant leurs compétences au service d'une cause. L'action va aussi être dirigée vers l'extérieur, leur pays d'origine essentiellement, en faisant figure de témoin et d'« informateur légitime ». Ils ne s'inscrivent pas dans une démarche collective, chaque « international » militant suit son propre chemin migratoire. Néanmoins, l'étude de leurs motivations et de leurs actions permet de penser leur présence collectivement et d'y voir la manifestation d'une forme particulière de mobilité : s'installer au cœur d'un conflit pour pouvoir participer à leur échelle et par des pratiques du quotidien à ce qu'ils considèrent être un des derniers combats politiques mondiaux.

### **CIANFERONI, Nicola**

Université de Genève (Suisse)

#### **Inventer de nouvelles formes d'action collective au pays de la paix du travail**

En Suisse, les conflits sociaux prennent rarement la forme d'une grève depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les relations professionnelles reposent sur la « paix du travail » : l'engagement des parties contractuelles à ne pas mener des grèves ou des lock-out pendant la validité des Conventions collectives de travail (CCT). Le recours à la grève est donc souvent illicite et réprimé alors même que cette liberté constitue la garantie de toute démocratie politique (Groux & Pernot, 2008). Or, la Suisse est pourtant présentée couramment comme l'un des pays les plus démocratiques en raison de sa démocratie parlementaire « semi-directe ». En effet, la constitution confère aux électeurs la possibilité de contester des lois ou de proposer des nouveaux articles constitutionnels (Aubert, 1974). Comment expliquer ce paradoxe ? Pour répondre à cette question, nous proposons de franchir les enceintes d'une entreprise de la grande distribution, où l'on découvre les dessous d'un conflit de travail qui perdure depuis plusieurs mois autour du management pratiqué dans un magasin. Une investigation de ce conflit à l'aide de plusieurs entretiens nous amène à structurer notre communication en trois parties. Dans un premier temps, il s'agira de voir comment l'intériorisation des rapports sociaux se manifeste au quotidien dans une entreprise qui connaît des restructurations depuis le début de la crise économique, notamment avec une diminution des effectifs couplée par l'introduction de la polyvalence dans les magasins. La répression de toute forme d'action collective organisée amène le personnel à exprimer une multitude de formes individualisées de résistance : de l'« *Eigensinn* », concept qui désigne le fait que les salariés « *n'en font qu'à leur tête* » au quotidien (Lüdtke, 2000), à la rédaction de lettres anonymes adressées à la direction et/ou au syndicat. Les relations entre capital et travail ne sont pas pour autant exemptes de contradictions. La force de travail achetée par l'employeur comporte « *une qualité et une quantité de travail non définies. Ce qu'il [l'employeur] achète est infini potentiellement, mais au stade de la réalisation, il est limité par l'état subjectif des travailleurs, par leur histoire préalable, par les conditions sociales générales dans lesquelles ils travaillent aussi bien que les conditions particulières de l'entreprise et l'agencement technique de leur emploi* » (Braverman, 1976, p. 54). La deuxième partie de la communication souhaite donc comprendre les raisons pour lesquelles le management est contesté par un personnel dont la norme temporelle est marquée par son hétéronomie (Bouffartigue,

2012). La troisième partie vise enfin à interroger la forme particulière de cette contestation collective, laquelle s'inscrit parmi les « nouvelles » formes de lutte ayant pris le pas sur la grève dans des pays où, comme la France, celle-ci était institutionnalisée (Béroud, Denis, Desage, Giraud, & Péliasse, 2008). Le faible degré d'organisation des salariés leur permet de gagner une cause d'emblée difficile : la construction d'un « front » commun entre les salariés, le syndicat (extérieur à l'entreprise) et la commission du personnel contraint la direction à renvoyer le gérant du magasin. Les entretiens attestent ainsi que cette longue lutte (deux ans) représente un véritable précédent dans les relations professionnelles dans l'entreprise et pose de manière inédite la nécessité d'une représentation syndicale du personnel pour une résolution collective des conflits de travail.

---

**DAVID-ISMAYIL, Meryll**

Université Paris 1 (France)

**La routinisation des pratiques de collusion au sein des organisations internationales : expliquer le maintien de la domination occidentale au sein de celles-ci**

Cette contribution porte sur la domination occidentale qui règne depuis les origines sur et au sein des organisations internationales onusiennes. Cette domination est observable aussi bien au niveau de l'application des résolutions adoptées, certaines – toujours les mêmes – ne l'étant jamais, qu'au niveau de la composition du personnel de ces organisations, le « Sud » étant de manière chronique sous-représenté numériquement et ce en dépit du principe de recrutement des fonctionnaires internationaux relatif à la répartition géographique. On se propose d'explicitier dans un premier temps les pratiques de collusion qui existent au sein des secrétariats internationaux onusiens entre trois ensembles d'agents que nous avons identifiés pour les besoins de l'analyse, agents qui jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement même des organisations internationales : les « États » (délégations permanentes comme ministères), « l'Administration » (le Directeur général et son équipe dirigeante ainsi que le Bureau des ressources humaines) et les fonctionnaires internationaux. Ces trois ensembles sont différenciés les uns des autres, plus ou moins institutionnalisés et plus ou moins autonomes, tendanciellement autoréférentiels et donc dans une certaine mesure, dotés de logiques sociales spécifiques à chacun d'entre eux. Par exemple, le dernier ensemble répond d'autant plus à ces critères qu'il comporte en son sein l'Association du personnel de l'UNESCO (notre terrain principal pour ce qui est de la récolte des matériaux) qui s'est construite en partie en opposition à l'Administration ainsi qu'aux États Membres en la figure du fonctionnaire national ou diplomate (des éclairages pourront être faits sur ces différents points). Puis, dans un second temps, on rendra compte d'un des effets principaux de cette situation, à savoir la domination. On explique en effet la perpétuation de la domination occidentale sur les organisations internationales par ses pratiques, entre autres, qui apportent en même temps une stabilité à ces institutions. On illustrera cette réalité à partir de l'exemple de l'UNESCO et de la « crise » qu'elle a connue dans les années quatre-vingt, crise dont l'ampleur se comprend au regard de l'effondrement des collusions. Enfin, on exposera quelques-unes des réactions qu'a suscitées le dévoilement de ces pratiques, aussi bien de la part d'un Etat membre (la France) que de l'organisation étudiée (l'UNESCO).

---

**DIALLO, Mamadou Aguibou**

Université de Bretagne occidentale (France)

**L'histoire de la protection sociale au Sénégal : acteurs, stratégies et acquis**

Le Sénégal dispose d'un système de protection sociale moderne depuis 40 ans. Cependant, le modèle sénégalais est antérieur à l'indépendance (1960). En effet, avec la promulgation du *Code de l'Outre Mer* (1952), la création de l'Institution de Prévoyance Retraite en Afrique de l'Ouest (1958) et de la Caisse de Compensation des Prestations et des Accidents du Travail (1955), etc. le pays s'est doté de textes et de structures qui vont constituer le socle de la sécurité sociale. Toutefois, l'histoire de la protection sociale sénégalaise montre que la construction du régime est le résultat de luttes (manifestations, grèves, sabotages), de négociations (accords et conventions) et d'arrangements entre acteurs aux stratégies et aux intérêts particuliers, voire divergents. Qui sont ces acteurs ? Quelles sont les logiques qui ont sous-tendu la création d'un régime de sécurité sociale au Sénégal ? Peut-on y retrouver une résistance à une domination politique, sociale ou professionnelle ? Mon propos vise à montrer le rôle des syndicats, des politiques, d'employeurs et des travailleurs (ouvriers) dans la construction de la protection sociale en mettant en relief les résistances et les stratégies des travailleurs et de leurs représentants dans la conquête des droits sociaux au Sénégal.

## **EYOMAN, Aline**

Université de Bretagne occidentale (France)

### **La solidarité féminine à l'épreuve du pouvoir : cas des associations de tontine à Yaoundé**

La domination renvoie souvent aux rapports de pouvoir et ces derniers suivent en général une voie binaire homme/femme et renvoie rarement aux rapports de pouvoir entre les mêmes catégories. Au Cameroun, les associations féminines sont en général présentées comme des espaces de sociabilité où se construisent des solidarités, mais ce qu'on n'omet souvent de souligner c'est qu'il se pratique en leur sein des rapports de pouvoir qui sont souvent source de conflits, de tensions et de changements. En effet le pouvoir existe dans toute relation (Foucault, 1976) et ne s'applique pas à une catégorie de personnes ; de plus, les rapports de pouvoir engendrent des relations asymétriques et les dominées trouvent en fait des formes de résistance pour y échapper. Ceci conduit à la question de départ suivante : les pratiques associatives féminines vont-elles de pair avec égalité et cohésion entre les femmes ? On fait l'hypothèse que ces associations sont des lieux de rencontre et de confrontation de catégories différentes de femmes ayant toutes leurs intérêts et stratégies, ce qui peut souvent être la source de nouvelles configurations associatives, grâce aux jeux de pouvoir qui se déploient dans ces espaces de sociabilité féminines. L'objectif de l'étude est l'analyse des rapports de pouvoir grâce à la description, la composition, l'organisation, les objectifs et les modalités de réalisation des associations. Apparaîtront ainsi les contradictions internes aux associations et les divers enjeux qui découlent de leur implantation dans la société. Cette étude est donc largement tributaire de l'approche bourdieusienne du champ qui le présente comme un espace de rapports de force pour le maintien ou le renversement des positions en son sein.

## **GÉRÔME, Clément**

Université Paris Est Créteil (France)

### **L'entrepreneuriat social en France constitue-t-il une rupture avec l'ordre néolibéral dominant?**

À mesure que l'économie néolibérale se révèle prédatrice, les acteurs « entrepreneurs sociaux » se présentent comme, le signale le Livre Blanc des Entrepreneurs Sociaux (2012), les porteurs de solutions alternatives, qui « réconcilient efficacité économique et utilité sociale », et dont l'objectif commun est de « mettre l'économie au service de l'homme ». Cet engouement autour de l'entrepreneuriat social semble masquer la confusion qui règne autour de cette notion polysémique et multiforme, aux frontières floues. L'objet de la communication est de proposer une analyse de l'entrepreneuriat social en France et de voir en quoi celui-ci constitue ou non une rupture avec l'ordre néolibéral dominant, rupture tant symbolique que matérialisée dans des pratiques. Les visions du monde et les pratiques des entrepreneurs sociaux aujourd'hui s'inscrivent elles dans une dynamique de critique et de résistance vis-à-vis de l'économie libérale classique [Boltanski, 2009], comme c'est le cas de certains acteurs de l'économie sociale [Draperi, 2011] ? Ou, à l'inverse, ne constituent-elles pas un prolongement des logiques néolibérales de marchandisation et de privatisation de l'état social d'une part [Chauvière, 2007 ; Bonelli et Pelletier, 2010], et de précarisation de la relation salariale d'autre part [Castel, 1995] ? Prenant appui sur l'analyse des matériaux d'enquête recueillis dans le cadre de la recherche doctorale, nous montrerons que l'entrepreneuriat social emprunte de nombreuses caractéristiques aux logiques libérales classiques, sans toutefois minimiser ses spécificités. La critique de l'Etat impotent, l'engouement pour la figure de l'entrepreneur preneur de risques, dont l'investissement dans le travail est gage d'épanouissement personnel, le recours systématique à la notion de réseaux sont autant de représentations conformes à celles véhiculées par l'économie néolibérale [Boltanski, 1999]. L'étude des pratiques des entrepreneurs sociaux rend également compte de cette proximité entretenue avec l'économie libérale tant au niveau des modes de structuration et de développement des entreprises sociales (élaboration des stratégies d'expansion et de diversification de l'activité, création de filiales, franchises) que des pratiques salariales (expérimentation de nouvelles formes d'embauche dérogeant au droit du travail, recours massif aux contrats de travail précaires comme les contrats d'insertion, absence de dialogue social etc.)

## **GHORBALI, Foued**

Université de Tunis (Tunisie)

### **Les jeunes Tunisiens dans les quartiers populaires : précarité d'emploi et modes de résistance identitaires**

Le chômage des jeunes et la précarité de l'emploi en Tunisie sont considérés aujourd'hui comme deux des gigantesques « maux » d'une société en « malaise ». Ils ont été bien évidemment parmi les facteurs principaux qui ont participé au déclenchement de la révolution tunisienne du 17 Décembre 2010, suite à un acte suicidaire commis par un jeune précarisé qui s'appelle Mohamed Bouazizi. Ce jeune a été obligé

de réagir dramatiquement en s'immolant par le feu devant le gouvernorat de Sidi Bouzid, juste pour protester « contre les humiliations des autorités qui l'empêchaient de vendre quelques fruits et légumes pour survivre et subvenir aux besoins de sa famille, le 14 janvier 2011 ben Ali est tombé comme un fruit pourri » (Ferdjani, 2011). On constate bien la colère qui a secoué toutes les villes tunisiennes exprimant les malheurs et les douleurs d'une « génération juvénile » qui se trouve jetée dans la rue sans perspectives et sans espoir quant à l'avenir. La jeunesse en Tunisie est au-devant de la scène publique sous de multiples facettes. La facette la plus inquiétante pour la plupart des jeunes c'est le « vivre en chômage » sans identité professionnelle stable et avec des sentiments d'exclusion, d'humiliation et de rage. Cette figure de jeunesse correspond notamment aux jeunes des quartiers populaires auprès desquelles on a mené une enquête qualitative qui cherche à comprendre « les mondes vécus » des jeunes chômeurs non qualifiés sur le plan professionnel. La plupart de ces jeunes sont placés dans des conditions sociales difficiles qui les empêchent de « construire des identités » (Dubar, 2000 p.50) et de se placer socialement. Notre souci au cours de cette recherche est la mise en relief des nouvelles formes identitaires juvéniles qui émergent sous plusieurs modèles dans l'espace urbain tunisien et la précarité économique et sociale vécue par une grande frange de la jeunesse tunisienne au sein des quartiers populaires. Autrement dit notre problématique centrale se focalise sur le processus de tissage des liens sociaux par des jeunes en situation difficile, à travers un double mouvement de déconstruction et de reconstruction (Castel 1995), aussi bien que sur « les langages identitaires » dont ces jeunes parlent pour remémorer leur souffrance et leur malaise. Autrement dit, la question qui sous-tend cette communication est : comment les jeunes chômeurs tunisiens font-ils face à l'incertitude issue de la précarité ?

**GIRIN, Fanny**

Université Aix-Marseille (France)

### **Au nom de la sécurité. Rationalisation et responsabilisation du travail dans une raffinerie de pétrole**

Si la rationalisation du travail constitue une domination des employeurs visant à augmenter la productivité, elle est toutefois présentée dans l'intérêt des salariés dans les industries à hauts risques. Ces usines sont fortement contrôlées pour les menaces qu'elles font peser sur leur environnement et sur leurs occupants ; le travail y est particulièrement prescrit, au nom de la sécurité autant qu'à celui de la productivité. Faisant émerger des interrogations sur les responsabilités, les normes exercent une forme de domination dont on ne connaît plus l'auteur, l'employeur étant lui-même soumis à des prescriptions venues du dehors de l'entreprise. Une immersion d'un an dans une raffinerie de pétrole a permis d'analyser la prévention des accidents à travers l'organisation des travaux de maintenance. Les équipements de l'usine ont continuellement de petites pannes dont il n'est pas toujours possible de prévoir les effets et qui sont susceptibles de déséquilibrer l'ensemble du système de production-maintenance. Or les accidents proviennent généralement d'une combinaison de dysfonctionnements techniques ayant pris de l'ampleur. La coopération autour des réparations consiste à limiter leurs répercussions en composant avec les incertitudes. Alors que les imprévus sont loin d'être pathologiques, la prescription constitue un cadre d'action censé les réduire au maximum. Les règles de sécurité et les procédures de travail se mêlent et sont omniprésentes, à tel point qu'il est impossible de toutes les connaître et parfois difficile de savoir si une action y est conforme ou pas. Les dispositifs mis en place pour expliquer les incidents exercent une forme de chasse aux aléas donnant l'impression qu'il y a toujours une erreur derrière une cause. Si l'organisation formelle de la raffinerie constitue des repères dans la division du travail, elle encourage surtout la recherche de culpabilités en fonction de la conformité aux règles. Chacun peut être accusé de mettre en péril sa propre santé et celle des autres sans pouvoir saisir exactement ses responsabilités. Après avoir décrit le collectif constitué autour de la maintenance des installations et analysé la place de la prescription dans une coopération fondée sur l'imprévu, nous verrons en quoi l'idée de responsabilité intervient dans des rapports de pouvoir et peut constituer une forme de domination mais aussi de résistance.

**GUEYE, Cina**

Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) \ Université Lumière Lyon 2 (France)

### **Dominations, résistances et adaptations dans la ville africaine d'aujourd'hui : les petits commerçants circulants de Dakar face à la compétition urbaine**

Au Sénégal, dans un contexte urbain paupérisé, des jeunes « exclus de l'intérieur », des marchands ambulants, contraints à s'engager dans des activités économiques non légitimées, qualifiées d'informelles, développent des stratégies de résistances économiques et de lutte pour une reconnaissance sociale et publique dans les espaces intermédiaires. Au cours de l'année 2007, les émeutes des marchands ambulants

de Dakar, mouvement social spontanément constitué, revendiquant leur droit sur la rue face aux tentatives de déguerpissement de l'autorité publique, cristallisent leur ressentiment et leur sentiment de ravalement au statut de « citoyen de seconde zone ». Pour ces jeunes marchands ambulants objets de violences physiques et symboliques, l'émeute, à certains moments, apparaît ainsi comme un moyen de maintenir leur place dans l'espace public où ils rentrent dans des relations de compétition économique et spatiale avec des entrepreneurs chinois récemment arrivés à Dakar, jouissant d'une reconnaissance politique auprès du pouvoir local du fait du rapprochement avec Pékin. Cependant, alors que les jeunes marchands ambulants négocient des accords et des ententes avec les entrepreneurs chinois dans les transactions économiques pour accéder à différents types de marchandises et de produits liés au commerce de détail, leur rapport au pouvoir public reste marqué par l'ambivalence et le ressentiment. Notre proposition de communication s'intéresse aux rapports de dominations, de résistances mais aussi d'adaptations qui rythment le jeu des acteurs dans l'espace urbain où se construit un dispositif économique à la fois multipolaire, local et global entre tensions et compromis.

---

### **HERNANDEZ VILCHIS, Nofret**

Université Aix-Marseille (France)

#### **Être journaliste en Palestine. Esquisse d'une profession dans un terrain en conflit**

Les jeunes Palestiniens sont naturellement attirés par le journalisme ou les nouvelles technologies de communication, notamment l'Internet. Pour eux, cela représente un moyen de faire écouter leur voix et leur point de vue. Pour les jeunes Palestiniens, devenir journaliste peut devenir une forme de résistance face à l'occupation israélienne. Néanmoins, nous avons constaté sur le terrain que la profession journalistique en Palestine n'était pas prise au sérieux. Les journalistes palestiniens sont souvent regardés comme peu professionnels à cause de leur engagement politique dans la lutte nationale. Sur le terrain, on a compris de quelle façon les journalistes palestiniens ont dû lutter pour devenir une voix légitime, un porte-parole légitime de leur société. Ainsi, nous avons remarqué qu'en effet, il y a des journalistes palestiniens plus professionnels et moins professionnels. Nous croyons aussi qu'il y a une tradition journalistique palestinienne qui a évolué pendant les années, les institutions journalistiques y compris. Cela est vrai pour le reste de la région et du monde. Cependant, si nous insistons sur le point, c'est parce que nous considérons important de rappeler que les journalistes palestiniens sont des porte-parole légitimes de leur société.

---

### **IBRIS, Tania**

Université Paris Est Créteil (France)

#### **Médecine scientifique vs médecines alternatives en Guyane : ordre et désordre**

Si les progrès technologiques ont permis de rallonger l'espérance de vie, la faisant passer de 25 ans au XVIIIème siècle à plus de 81 ans de nos jours, les cancers demeurent la cause majeure des décès, en France et dans le monde. Ils représentent environ 13% de la mortalité mondiale. Certaines personnes, s'inquiétant de ce phénomène, reprochent sa suprématie à la médecine scientifique et vont jusqu'à dire que : « *la médecine moderne est à cours de nouveaux traitements ; que ses lois et obligations à faire régner l'ordre, à toujours vouloir prouver les faits, ne favorisent guère l'ouverture vers les médecines non conventionnelles auxquelles elle impose sa domination* » (débat entre des étudiants à Paris, 2012). Ces autres praticiens, souvent tournés en dérision, traités de tous les noms, marginalisés, exclus du champ thérapeutique très fermé de la médecine scientifique, puisque considérés comme ceux qui créent le désordre, vont lutter pour continuer à exister. Un « Manifeste pour une médecine écologique » présenté à Paris au Colloque sur « Les Médecines non conventionnelles » le samedi 18 octobre 2006, montre leur détermination, allant jusqu'à déclarer « *le patrimoine génétique et l'espèce humaine en danger* ». En Guyane, département français d'Outre-mer parmi les plus pauvres, l'accès aux soins reste très compliqué dans certaines zones, qualifiées de « déserts médicaux ». Force est de constater l'engouement de la population pour les thérapies alternatives, ayant pour ancrage l'identité, la nature et les traditions médicinales. Des tradipraticiens prétendent même « pouvoir guérir le cancer » là où la médecine scientifique serait limitée. À travers l'analyse de 50 entretiens semi-directifs menés en Guyane, auprès de médecins, de tradipraticiens, des personnels paramédicaux, et au sein de la population touchée ou non par le cancer, nous poserons les questions suivantes :

- Quelles sont les représentations de la médecine scientifique ? Avec l'hypothèse que l'image de la domination est bien présente en Guyane.
- Comment s'exprime le pluralisme thérapeutique face au cancer ?
- Et surtout quelles sont les stratégies des acteurs ?

## **JAFARI, Ali**

Université Paris IV (France)

---

### **Le système idéologique iranien et son "homme attendu". De la domination totale à la résistance**

En Iran, après la révolution islamique, comme lors de toute révolution, la politique culturelle a été fondée sur la formation de « l'homme attendu », qu'on pourrait aussi qualifier d'homme idéal, un homme nouveau, notamment dans sa dimension politico-religieuse. Khomeiny a proclamé : « Notre révolution est une révolution des valeurs » et l'objectif de la révolution islamique était bien de changer les valeurs. C'est pourquoi, depuis la révolution Islamique de 1979, l'Iran a donné la priorité à l'islamisation et à la politisation et cette rupture a provoqué un très vaste changement dans toute l'institution sociale ainsi que dans l'éducation iranienne. L'éducation a été vue comme un vecteur pour former « l'homme attendu ». Pendant ces 33 ans, en Iran, les écoles, ouvertement et officiellement idéologiques, ont reçu pour mission de transformer les jeunes en « hommes engagés en faveur de l'idéologie dominante ». Cette tendance a connu des hauts et des bas, mais s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Le projet « d'islamisation » du système éducatif a été la démarche essentielle par laquelle les dirigeants ont assuré la domination de l'idéologie. L'organisation et la finalité du système éducatif sont donc devenues de façonner, selon un modèle traditionnel, des hommes musulmans, loyaux aux objectifs de la révolution islamique dans la sphère publique et aussi privée. Cette communication se propose :

- d'identifier les mécanismes et stratégies par lesquels le système politique en Iran a tenté d'établir, puis de maintenir, sa domination à travers le concept de "l'homme attendu" dans l'école;
- de vérifier si la société iranienne a accepté ces valeurs idéologiques traditionnelles et fermées;
- de caractériser les formes de résistance, à l'école comme à l'extérieur, d'une jeunesse vivant au contact du monde entier et de mettre en évidence la panoplie des stratégies et tactiques d'arrangements et de transcriptions cachées lui rendant supportable la vie à l'école comme dans une société autoritaire;
- de jauger le degré de réussite et les limites de ces résistances, dans une société qui réprime toute manifestation dans la sphère publique.

## **KARAGÖZ, Zuhul**

Université d'Aix-Marseille (France)

---

### **Les formes de dominations et de résistances au sein de la communauté kurde à Marseille**

Ma communication se concentrera sur les formes de domination et de résistance au sein de la communauté kurde à Marseille, à travers les questions de construction de stratégies de lutte possible chez ces migrants doublement dominés (dominés en tant qu'ethnie niée au pays d'origine et dominés en tant que migrants au pays d'accueil). L'arrivée des migrants kurdes en France débute avec la convention bilatérale entre la Turquie et la France en 1965 et s'accélère à la suite du coup d'État militaire de 1980 en Turquie et de l'intensification de la lutte armée entre l'État turc et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans les années 1990. La diaspora kurde en France est assez récente et toujours en construction (Tapia, 2005) et en lien direct avec la question kurde en Turquie. L'étude de cette communauté issue de la migration s'avère très intéressante pour comprendre la diversité des moyens de résistance utilisés par les migrants. Cette communication essaiera donc de donner une vue sur les organisations économiques et politiques de la communauté kurde à Marseille et sur les divers usages de réseaux sociaux et politiques semblant être enchevêtrés. Les dominations subies et intériorisées pour certains sont multiples, ainsi que les moyens de résistance contre ces dernières. Je tenterai de répondre aux questions suivantes : Quelle résistance pour quel type de domination ? Quelles sont les stratégies construites avec quels types de capital ? Quel est le rôle et le poids des réseaux interpersonnels à base d'appartenance politique, idéologique, confessionnelle et familiale dans le processus du passage d'une figure de migrant kurde-victime à une figure de migrant kurde actif ?

## **KERSTE, Ben**

Université d'Aix-Marseille (France) \ Universität Duisburg-Essen (Allemagne)

---

### **La ville créative entre marketing et projet urbain**

Marseille et sa région deviendront Capitale européenne de la Culture en 2013. L'objectif affiché est de promouvoir « une image internationale, créative et accueillante » du territoire et de Marseille, ville cosmopolite et ouverte sur la Méditerranée. Initié principalement à la CCIC autour de Jacques Pfister, l'événement se range dans la tradition d'impulser le développement économique de la ville et son territoire par l'appel aux investissements externes : la « zone de Fos sur Mer », le projet Euroméditerranée, l'accolage de Marseille au réseau du TGV. L'objectif est de classer Marseille au « Top 20 des métropoles européennes ». La création d'une nouvelle image s'accompagne d'une reconfiguration de la ville selon un

double objectif : attirer des touristes, des investisseurs, des créatifs, la classe supérieure, et éloigner la « misère » du centre-ville, les couches populaires, les marchés clandestins, les roms, les mendiants. Cette double volonté politique et économique de la Ville dans laquelle ce grand projet culturel s'inscrit marque le point de départ d'une critique artistique citoyenne. Dans un premier temps, je vise à saisir des enjeux politiques, économiques et urbanistes derrière l'événement MP2013. Pour ce faire, je me laisse inspirer notamment d'une théorie critique autour de la ville néolibérale et de la ville créative ainsi que des approches, qui analysent la dimension utilitariste de « la culture » et « des projets culturelle » dans ces contextes plus globaux. Dans un deuxième temps, je veux clarifier le rôle d'un certain nombre des acteurs associatifs, artistiques et militants à Marseille qui se positionnent de façon critique envers MP13 et les enjeux derrière. Qui sont ces acteurs ? Comment concrétisent-ils leur critique de MP13 ? Selon eux, « de quelle culture parle-t-on ? Quelles alternatives mettent-ils en place ? Et quel rôle a l'art et plus largement les pratiques culturelles dans leurs démarches ? Pour répondre à ce genre de question, mon travail de terrain sera accompagné par des approches théoriques, notamment des « mouvements sociaux urbains » et du concept « le droit à la ville » de Henri Lefebvre. Finalement je dois constater, que l'événement MP 2013 ne se divise certes pas en « pour » et « contre ». La réalité sociale, politique et économique est beaucoup plus complexe, ambivalente et paradoxale. En conséquence, je vise à décrire et comprendre l'interdépendance, la concomitance et les conflits entre les divers acteurs en question.

### **KOBELA, Emmanuel**

Université de Bretagne occidentale (France)

#### **Résistance des femmes au sud du Tchad à travers un parcours personnel jalonné d'apports externes**

Le Tchad est un pays subsaharien d'Afrique qui a une histoire particulière en raison des tensions politiques et sociales récurrentes qui s'y sont déroulées depuis son indépendance en 1960. Face au défi de développement et de lutte contre la pauvreté, il s'y est formé quelques mouvements de résistance de la gent féminine. C'est le cas de ces regroupements de femmes au sud du pays qui les rendent de plus en plus autonomes. **De quoi s'agit-il ?** Ce sont des initiatives et parcours individuels de femmes qui ont pu avoir des résultats palpables. En effet les femmes sont organisées pour essayer de se prendre en charge elles-mêmes par des regroupements suivants :

- Tontines pour l'épargne en mettant en place un fonds rotatif pour lutter contre la pauvreté
- Association citoyenne de lutte pour les droits des femmes en vue de discuter des problématiques sur les violences faites aux femmes, les droits des femmes (divorce et succession), l'accès aux intrants agricoles à bon marché et le meilleur écoulement de leurs productions notamment agricoles
- Contribution à la mise en œuvre d'une radio communautaire pour la sensibilisation notamment des femmes sur les problèmes qui les concernent (santé, développement, justice, droit etc.
- **Ces initiatives** visent l'autonomie des femmes à **travers** des mécanismes d'auto-prise en charge, pour leur libération des structures de domination (maris/hommes, institutions traditionnelles, violences basées sur le genre etc.). Elles acquièrent ainsi une plus grande estime de soi, s'ouvrent davantage au monde et adoptent des comportements citoyens.
- Tout est parti d'une femme ayant eu un parcours spécifique :
  - **Migration** : Pour des raisons d'insécurité au Tchad dès après les indépendances, les parents de la pionnière ont migré vers le Cameroun, pays voisin plus stable ;
  - **Education/instruction** : Dans un contexte de plus grande ouverture, la dame a pu bénéficier d'une instruction primaire et secondaire. Les années passées dans un contexte de liberté l'ont exposée à une éducation « genrée »
  - **Fracture sociale** : Le mariage contracté dès le retour au Tchad sera rapidement interrompu en raison des perceptions de vie incompatibles liées à deux systèmes de valeurs différents ;
  - **Leadership** : Mairesse de sa ville, elle a une grande influence qui lui a permis de devenir une personne ressource incontournable dans les relations entre la population, l'Etat et les partenaires au développement.

## **LASSEL, Djaouida**

Université d'Aix-Marseille (France)

### **L'évolution du statut de la femme algérienne après le printemps arabe**

Au moment de l'accès à l'indépendance en 1962, le statut et la situation de la femme algérienne restent toujours marqués par de profondes inégalités comparés à ceux des hommes. Une lente évolution verra le jour à travers les effets de l'urbanisation, de l'instruction, de l'entrée dans le monde du travail et de la maîtrise de la maternité. À partir des années 1980, sous l'influence des associations féministes, la place des femmes dans la vie politique et sociale sera posée avec plus de force. Le débat se cristallisera avec vigueur autour des projets de réforme du Code de la famille à partir des années 2000. Il est clair que le Code de la famille algérien minorise la femme dans l'espace privé. Mais ses droits ne souffrent d'aucune ambiguïté dans l'espace public. La femme a participé dans les différentes luttes politique et sociale et on remarque sa présence dans les secteurs économique et social. Sa présence demeure faible seulement dans le domaine de la politique. Depuis le début du Printemps arabe, un vaste processus de réformes constitutionnelles et législatives a été entrepris par le président Bouteflika, ce qui offre une opportunité unique pour le renforcement de l'égalité entre les femmes et les hommes et pour garder une continuité avec les acquis du passé. A cet effet, le but de notre communication est d'exposer les réformes politiques introduites en 2012 en faveur des femmes algériennes et d'éclairer ainsi le contexte social et politique par lesquels ces réformes ont été mises en place.

## **LE PAPE, Amélie**

Université de Bretagne occidentale (France)

### **Les résistances développées par une personne en situation de migration ou allophone**

Cette communication investiguera les résistances développées par une personne en situation de migration ou encore allophone, c'est-à-dire dont la langue maternelle est parlée hors de la communauté dans laquelle elle vit face à la culture dominante du pays d'accueil. Un intérêt particulier sera porté aux résistances concernant les sphères linguistique et langagière, celle concernant l'éducation, la transmission de valeurs aux enfants ainsi que les obédiences en rapport direct avec la pensée religieuse du pays d'origine. Un éclairage sera de fait apporté sur les pratiques langagières de la personne migrante ainsi que sa production discursive qui en disent long sur son rapport à la culture dominante du pays d'accueil ; car le refus de parler une langue peut correspondre au refus d'établir des liens dans la relation avec ceux qui la parlent. Par ailleurs seront précisées les notions de déculturation ainsi que d'acculturation, notamment pathogène, avec pour exemple le cas d'une culture dominante qui impose ses systèmes de valeurs et de comportements ; amenant l'individu à refuser les codes de sa propre société sans pour autant arriver à intérioriser les valeurs nouvelles avec lesquelles il entre en interaction lors de son expérience migratoire. Enfin, sera analysé le concept de transculturation qui fait repenser les valeurs de dominés-dominants et les productions de résistances, puisqu'il consiste en une réciprocité d'échanges et de processus singuliers de transformation et non pas de négation des particularités culturelles et idiosyncratiques. Car ce n'est pas tant le changement qui est pathogène dans l'expérience migratoire mais plutôt l'épreuve créée par des discontinuités culturelles trop importantes. Cette communication sera réalisée en miroir de ma pratique professionnelle dans le milieu éducatif où j'anime des ateliers avec des enfants migrants et leurs familles sur la lecture-écriture et le savoir livresque en partenariat avec l'Education Nationale française. Mon appartenance à un groupe professionnel, à ses pratiques et à ses représentations m'a permis d'accéder à une connaissance fine du milieu ainsi qu'à la récolte des récits de vie –corolaire indispensable à ma thèse. Cette appartenance m'a également permis d'élaborer un regard distant sur mon objet de recherche et ma pratique professionnelle en dissociant la chercheuse agissante et celle questionnante ainsi qu'observante.

## **LECARPENTIER, Mariana**

Conservatoire National des Arts et Métiers (France)

### **La nouvelle gouvernance hospitalière et les identités professionnelles face la domination managériale**

L'étude que j'ai réalisée pendant trois ans, dans une polyclinique soignant des pauvres, montre que les transformations managériales de l'hôpital public ne rencontrent pas que l'adhésion mais aussi la résistance. Après avoir été pendant longtemps lieu d'accueil et d'abri des pauvres, l'hôpital public est devenu un lieu de production d'excellence où le malade est d'abord une maladie et où la médecine générale est marginalisée par la médecine technique spécialisée (Lebas, 1996). La segmentation en spécialités de l'activité hospitalière, la sélection des malades, centrée sur la recherche du « beau cas » au détriment des patients « tout venant » (Herzlich, 1973), la sélection des professionnels, la modification des modes de financement, de l'architecture, de l'organisation interne de l'hôpital public, sur le modèle des



structures privées, l'ont transformé en une entreprise recherchant la performance et la rentabilité. Ces transformations produisent de la mobilité sociale (Elias, 1965) et créent, en bas de la hiérarchie des statuts, des discriminations nouvelles, l'exclusion de l'intérieur (Bourdieu, 1993) et des nouvelles fonctions qui prennent en charge les tâches abandonnées par les individus connaissant une ascension professionnelle (Herzlich, 1994). La mobilité sociale, à la fois des malades et des professionnels impliqués dans des processus parallèles de sélection visent la modification du statut de l'hôpital public. Ainsi, la domination professionnelle est remplacée par une domination à l'intérieur de la profession en même temps que se renforce l'autorité des spécialistes sur celle des généralistes, qu'émerge un pouvoir des intermédiaires (Belorgey, 2010) sur des professionnels statutaires et que les patients sont soumis à des nouvelles pressions. La domination de l'autorité hiérarchique des spécialistes se double d'une division horizontale du travail produisant des situations d'exclusions à l'intérieur d'une même spécialité, d'une même discipline. Les liaisons fonctionnelles, expression de cette nouvelle forme de domination, mettent en concurrence les professionnels, les services, les hôpitaux à l'intérieur des mêmes zones géographiques ou dans des zones géographiques différentes. Plus diffus, plus subtil, doté d'une violence déguisée, masquée par la séduction, le pouvoir managérial cherche l'adhésion, suscite des réactions affectives, de l'attachement, de la magie, mais il produit aussi de l'ambivalence et crée de la résistance. La résistance à la domination managériale est fonction des ressources sociales, symboliques mobilisées, de la conception du travail à l'hôpital public et des conditions sociales et subjectives de socialisation qui sont au fondement de l'identité professionnelle.

---

### **MASSOUI, Salima**

Université Hassan II Casablanca (Maroc)

#### **La violence conjugale et stratégie de résistance des femmes confrontées à la violence**

Ma recherche porte sur la violence faite aux femmes, celle dont sont responsables les conjoints envers leurs conjointes. Ma réflexion tend à intégrer les dynamiques et les points de vue constituant cette violence dans la sphère privée, notamment à travers l'utilisation du pouvoir religieux dans le traitement des questions et des situations des femmes au Maroc. Pourtant la violence envers les femmes révèle des enjeux parfois similaires et souvent paradoxaux, au carrefour de l'intimité, de l'affectivité, de l'amour, de la haine, de l'impuissance et du pouvoir. Analyser le contexte de la violence conjugale permet ainsi d'examiner les différents rôles des rapports sociaux dans le processus de la violence privée. Ma présentation repose sur deux grands volets : 1) la violence est un phénomène qui se dissimule et ne s'avoue pas aisément, car les victimes la vivent souvent dans la honte et la culpabilité; 2) les femmes interrogées, et plus encore les femmes violentées, ont toutes les chances d'avoir intégré les schémas dominants sur les relations hommes-femmes et sur ce qu'elles vivent. Citons ici Bourdieu (1990, p. 11) : «Les dominés appliquent à toute chose du monde et, en particulier, aux relations de pouvoir dans lesquelles ils sont pris, aux personnes à travers lesquelles ces relations s'accomplissent, donc aussi à eux-mêmes, des schémas de pensée impensés qui ... construisent ces relations de pouvoir du point de vue même de ceux qui y affirment leur domination ...» Contre le stéréotype de la femme battue passive qui ne fait rien pour s'en sortir, je tiens à mettre en évidence la stratégie de résistance quotidienne de la femme pour faire face à la violence.

---

### **MBALLA ELANGA, Edmond VII**

Université Yaoundé I (Cameroun)

#### **Les adhésions des jeunes et des femmes camerounais au sein des nouveaux mouvements religieux : des formes de résistance des « acteurs faibles »**

L'année 1990 constitue une année emblématique de la vie politique des pays africains au Sud du Sahara en général et du Cameroun, en particulier. Suite à la chute du Mur de Berlin, l'ancien ministre des affaires étrangères français Roland Dumas déclara à la Conférence de La Baule (20 juin 1990) : « *Le vent de liberté qui a soufflé à l'Est devra inévitablement souffler un jour en direction du Sud [...]. Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement* ». C'est dans ce contexte que le parlement camerounais va voter la *Loi n° 053/90 du 19 décembre 1990* sur les libertés associatives. Ceci va conduire à une adhésion massive des jeunes et des femmes (les « acteurs faibles ») au sein des nouveaux mouvements religieux (NMR). Les femmes en se convertissant au pentecôtisme sont, par le biais de cet acte, des « *nées de nouveau* ». Elles sont revêtues d'une nouvelle personnalité et une nouvelle identité. Elles rompent avec leur vie antérieure. On assiste à ce que Bobineau (2007) appelle une « *régénération personnelle* ». Celle-ci permet aux converties de se positionner, au sein de la société, comme des entités autonomes, mieux encore comme des êtres soumis à la seule volonté de Jésus Christ. Les jeunes se convertissent au pentecôtisme afin de se marier plus facilement, entre autres. Les pasteurs jouent de plus un rôle central dans les unions

matrimoniales. Ils véhiculent une idéologie qui fait du mariage une « affaire où seul Dieu et le consentement mutuel des futurs mariés sont les seules choses qui valent. Il ne revient pas aux hommes de fixer les règles de vie d'autres hommes. [...] Toutes ces traditions, la dote par exemple, sont en contradiction avec les lois divines. Elles empêchent aux jeunes de se marier. » (Pasteur Marc de la *Vraie Église de Dieu* d'Essos, entretien du 12 décembre 2011). Cette conception, moderne, séduit beaucoup des jeunes. Cependant, elle s'inscrit parfois et généralement en contradiction avec les attentes des familles et de la société, les mariages résultant traditionnellement davantage d'une alliance entre deux lignages que du choix des conjoints, encore moins de celui d'un pasteur et faisant l'objet d'un « commerce » de biens matériels et symboliques. L'Église devient pour les jeunes un « refuge » qui leur permet d'échapper à la tutelle parentale, familiale et sociale. C'est aussi pour ces jeunes un moyen de résister aux modèles préétablis.

---

**MBIDA ONAMBELE, Max Zaché Saintclair**

Université de Douala (Cameroun)

**Dynamique institutionnelle et processus historiques : le Cameroun du protectorat à la tutelle**

La géo-histoire des relations inter-civilisationnelles est façonnée et marquée par la dialectique des dominations et des résistances. Dès les premiers moments de son existence géopolitique, l'Afrique, par exemple, va expérimenter ce mouvement de flux et de reflux, un jeu de va-et-vient des relations symboliques, de diplomatie et d'affrontements. Après son institutionnalisation comme objet de relations internationales à la Conférence de Berlin de novembre 1884 à février 1885 (Henri Brunschwig, 1999), le continent va transférer ce « capital symbolique » (Pierre Bourdieu, 2001) à ses déterminabilités (Hegel, 1807) structurelles, les nouveaux Etats. Les processus oppositionnels vont dès lors se construire autour d'enjeux et de facteurs multiples et dont l'occurrence et l'importance vont se constituer progressivement. Du contrôle et de la maîtrise des terres et des mers à la ruée vers les ressources énergétiques et minières, la puissance acquise par un Etat ou une civilisation assoit sa domination sur les autres peuples et les autres civilisations, ce qui a laissé croire à l'hypothèse apocalyptique d'une recombinaison de l'ordre du monde à travers un « choc (inévitable) des civilisations » (Samuel P. Huntington, 1996). Toutefois, la théorie géopolitique, en systématisant les facteurs constitutifs de la puissance, a laissé inexploré un élément central et structurant des processus historiques et politiques, en l'occurrence, les institutions. D'où, les dominations et les résistances s'expriment et s'éclairent également à travers le commerce institutionnel. Cette communication a ainsi pour objectif de montrer que les institutions, les procédés, dynamiques et traditions institutionnelles sont au cœur des projections géopolitiques, qu'elles conditionnent la communication et la rencontre des civilisations et qu'elles déterminent le travail de symbolisation et de valorisation à partir duquel se forgent les représentations (Mary Douglas, 1999) mutuelles des peuples. Assise sur les approches théoriques et analytiques du néo-institutionnalisme historique et de l'analyse géopolitique (Aymeric Chauprade, 1999), cette réflexion va se déployer en trois moments : dans un premier temps, nous allons essayer de montrer en quoi les institutions sont des facteurs géopolitiques, puis, nous esquisserons le lien entre les approches institutionnaliste et géopolitique et, enfin, en revisitant ces dominations et ces résistances à travers les processus historiques et ordres institutionnels du protectorat à la tutelle, nous verrons comment s'est construite l'histoire politique et géopolitique du Cameroun.

---

**MELL, Laurent**

Université Paris 8 (France)

**Une domination par la visibilité : le dévoilement de soi sur Facebook**

La massification des usages des technologies de l'information et de la communication (TIC), et plus particulièrement des réseaux sociaux numériques, n'est pas sans conséquences sur la visibilité dont les individus font l'objet. Les potentialités du web dans la diffusion de l'information et les divers services de communication mis à disposition sont autant de facteurs de dévoilement de l'intimité de l'utilisateur dans l'espace public numérique. De plus, un contexte international de course à l'informatisation et des volontés étatiques de contrôler la circulation de l'information contribuent d'autant à renforcer la logique de domination sur le numérique et leurs usagers. L'enjeu de cette communication est d'interroger les formes de domination imposées d'exposition de soi sur les réseaux sociaux numériques mais aussi de s'attarder sur les modes de résistances élaborés par les usagers. Quels usages sont adoptés face au contrôle par la visibilité ? Cette nouvelle propension qu'ont les internautes à nourrir leurs réseaux d'informations personnelles engendre inévitablement un phénomène de forte visibilité numérique et, dans la continuité, un intérêt croissant pour la protection de leur sphère d'intimité. Ces pratiques de gestion de la vie privée sur les réseaux sociaux numériques, et plus spécifiquement sur Facebook, se caractérisent par un jeu d'alternances entre exhibition et dissimulation, entre opportunités et risques, suivant le contexte d'usage.

Cette « mise en visibilité » de soi imposée par le dispositif sociotechnique, à savoir Facebook, comprend deux phénomènes d'exposition, dont l'un correspond à un dévoilement de soi contraint par les réseaux socionumériques et accepté par les usagers (domination consentie) ; et l'autre cadre avec un dévoilement de soi accepté mais contesté par les internautes (domination discutée). Les utilisateurs se retrouvent tiraillés entre des pratiques d'exposition de soi, des pratiques de sousveillance – entendues comme modèle de surveillance par en-dessous qui offre le pouvoir à chacun d'être vu mais surtout de voir (Ganascia, 2009) – et des pratiques de résistances. Après des éclaircissements sur les formes de domination impersonnelle subordonnée à des contraintes systémiques (Martuccelli, 2004), nous nous attarderons sur les modes de résistance, comme la déconnexion segmentée (dans certaines situations et à certaines heures), la déconnexion partielle (seuls certains usages sont suspendus), l'usage raisonné ou le rejet global des TIC (Jauréguiberry, 2010).

---

**MIJAILOVIC, Snezana**

Université d'Aix-Marseille (France)

**L'immigré(e) et le couple mixte dans le cinéma français. Représentation cinématographique des rapports de domination en contexte migratoire**

Nombreux sont les enjeux et les questions suscités depuis les époques historiques plus anciennes par les couples entre les membres des groupes d'appartenances différentes. Actuellement, en France, les démarches pour officialiser l'union avec une personne non-ressortissante de l'Union Européenne s'apparentent à un parcours du combattant. Poursuivant dans tous les domaines leur objectif de fermeture des frontières, les autorités cherchent à empêcher ou du moins à compliquer l'accès à un droit au séjour des étrangers vivant ou ayant des enfants avec des Français. Elles s'insèrent ainsi dans la sphère privée des couples mixtes en essayant de contrôler le droit de choisir librement le conjoint par soupçon d'une instrumentalisation du mariage visant à obtenir la nationalité française ou la carte de résident. Néanmoins, l'opposition aux unions mixtes ne s'arrête pas seulement aux dimensions politique et juridique du pays d'accueil liées aux questions citées précédemment, mais implique aussi des réactions de la famille et, plus largement, de l'entourage. Neyrand et M'Sili observent que cette opposition concerne la population d'accueil ainsi que la communauté d'origine de l'étranger (1995 : 15). Le cinéma, souvent utilisé comme un moyen de décrire et/ou de mettre en perspective la réalité sociale, témoigne des rapports de domination propices à s'instaurer entre l'État et le couple, l'entourage social et le couple aussi que des rapports de domination-dépendance à l'intérieur du couple. Ces rapports liés à la mixité amoureuse, trouvant ses origines dans le contexte du passé colonial français et des enjeux actuels liés à l'immigration, sont d'une manière plus ou moins explicite mis en scène par les réalisateurs français qui, depuis les années 1970, abordent ce type de mixité de façon variée : pas toujours en tant que sujet principal du film et sous une diversité de genres cinématographiques. L'objectif de cette communication est d'analyser comment le cinéma de fiction français discute les rapports de domination entre ces différents acteurs, quelle représentation il nous donne de ces acteurs (couple, État, famille, entourage) et ce qu'il nous révèle de la perception générale de l'immigré(e)/Autre dans la société française.

---

**MOUMNI, Fatma**

Faculté Tunis 9 Avril (Tunisie)

**Révolution et contre-révolution en Tunisie**

Cette contribution envisage les réseaux sociaux comme indicateurs et comme terrains d'affrontement entre domination et résistance socialement organisés. Ce qui n'exclut ni moments de rupture, ni retours de situation, caractéristiques de la complexité sociale et des processus historiques. La Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie ont connu différentes étapes du Printemps arabe. Ces révolutions ont été le résultat d'une crise engendrée par l'aggravation du chômage, l'absence de justice sociale, la corruption rampante au sein des régimes et le manque de légitimité du gouvernement, notamment en raison de l'absence totale de la liberté politique. En dépit de son succès en Tunisie, en Égypte et en Libye, la révolution ne s'est pas complétée partout. Néanmoins, le changement se déplace rapidement et nous espérons pouvoir réaliser une mutation globale.

## **MUJINGA, Emmanuel**

Université de Lubumbashi (République Démocratique Congo)

### **La domination et la résistance : la dichotomie sociologique, frein au développement durable**

J'ai choisi de contribuer à cette université d'été en interprétant la domination et la résistance dans des familles nucléaires congolaises en Afrique centrale à système patrilinéaire chez le peuple « nsanga » au Katanga dans le sud du Congo. Dans ce système de parenté existe : d'une part les hommes qui excellent par leurs dominations existentielles, innées et héréditaires. Ils se présentent en potentats, omnipotents dans leurs familles. L'imbroglio flagrant existe entre d'une part, l'exercice de l'autorité maritale et la domination, et d'autre part, les femmes qui manifestent actuellement des résistances substantielles en militant pour la parité et le partage équitable de la production sociale et le renforcement des droits féministes et qui s'investissent ainsi dans des mouvements sociaux revendicatifs. Devant cette situation d'incompréhension et de chosification de la femme, les femmes intériorisent leurs talents (savoir-faire). Ce climat d'hypocrisie bloque le développement chez le peuple « nsanga » dont 80% de la population croupissent dans la misère et la pauvreté indescriptibles. Sauf pour 20% de la population ayant adopté une culture symbiotique et transparente de collaboration mutuelle et de complémentarité entre hommes et femmes. C'est pourquoi, il est nécessaire de décrire en critiquant cette dichotomie sociologique qui est la domination et la résistance escargotique qui bloque le développement en Afrique centrale, chez le peuple « nsanga ».

## **OKOKO, Aristide Mathieu Clotaire**

Université de Lomé (Togo) / Université Marien Nguabi de Brazzaville (République Démocratique du Congo)

### **Pouvoir de guérison dans les églises de réveil à Brazzaville : à propos d'un recours thérapeutique des Femmes vivant avec le VIH**

Au Congo, comme presque partout en Afrique noire, la thématique de la guérison s'inscrit parmi les discours qui, de plus en plus, sous-tendent les campagnes d'évangélisation. Ces campagnes ont pris de l'ampleur depuis quelques années avec la prolifération des églises dites de réveil. A Brazzaville, où ces églises ont pignon sur rue, les malades, bon gré mal gré confrontés aux « trous » de la médecine moderne, comme certains qui sont victimes du VIH, fréquentent ces lieux en tant que recours thérapeutique en vue d'une guérison miracle. Or la guérison miracle suppose d'une part, l'existence d'un pouvoir de guérison présenté comme un don divin et principalement attribué aux leaders religieux, et d'autre part, l'intériorisation de ce pouvoir par les malades en quête de guérison. En s'appuyant sur l'exemple des femmes vivant avec le VIH, membres des associations des personnes vivant avec le VIH de Brazzaville, cette communication analyse les rationalités qui fondent le « compromis » entre leaders religieux et malades à travers le pouvoir de guérison, duquel découle la guérison miracle.

## **ORANGE, Valérie**

Université du Québec à Montréal (Québec/Canada)

### **L'influence de l'articulation du sexisme et du racisme dans les discours au sujet du voile sur la construction de représentations en matière de laïcité et d'identité. Étude comparée Québec - France**

Le port du voile est un sujet médiatisé de manière très polarisée : il semble que rien n'existe hors de l'alternative « pour ou contre le voile ». Cette dichotomie crée deux camps antagonistes résistant réciproquement à la domination de l'autre. N'y a-t-il pas de place pour une voie médiane rompant avec cette vision manichéenne à la Huntington ? Le choix français de voter deux fois contre le voile n'accroît-il pas cette division, notamment par la création du communautarisme contre lequel il prétend lutter ? N'est-ce pas l'illustration du processus menant à la création de deux des identités issues de la triple typologie énoncée par Castells (1999) ? D'une part, l'identité légitimante introduite par les institutions de la société dominante afin de s'imposer aux acteurs sociaux et, d'autre part, l'identité-résistance construite par les individus dévalorisés ou stigmatisés dans un but d'autoprotection voire de survie, qui finissent par s'enfermer dans des principes contraires à ceux de cette société dominante, créant ainsi des communautés. Pour Castells, l'identité, entité de sens construite, prioriserait un ou plusieurs attributs culturels sur d'autres, laissant la possibilité à l'individu d'en avoir plusieurs. La question se pose alors de découvrir quel principe sous-tend la volonté d'interdiction du voile. Est-il uniquement question de la protection de l'identité française, entité supposément incompatible avec la diversité des pratiques culturelles ? Pourquoi les identités multiples seraient-elles possibles ailleurs et non en France ? L'universalisme de cette dernière ne serait-il donc pas égalitariste, mais différentialiste dans la mesure où il distingue les différences

culturelles pour mieux les proscrire. Pourrait-on voir dans ces pratiques l'illustration d'un néo-racisme qui exclut non plus sur des critères de races mais sur des critères culturels? Pour Balibar (1998), cette pratique essentialisante engendrerait divers effets de rétorsion, dont celui de favoriser des réactions de défenses lorsqu'il y a projet d'éliminer les différences culturelles. L'apaisement des relations au sein de la société civile ne passerait-il pas par une réflexion d'une part sur la résurgence de l'esprit colonial et d'autre part par l'élaboration d'un projet global de redéfinition identitaire de la société française dans le but de la libérer de son universalisme schizophrénique. Vivre sereinement la diversité au quotidien : moins de domination au service d'une moindre résistance.

---

### **OUAFIDI GORFTI, Najat**

Université Hassan 2 Mohammedia (Maroc)

#### **La femme et les processus décisionnels au sein de la famille rurale au Maroc sous la domination de la société**

Dans mon intervention, je vais parler des femmes et de la prise de décisions au sein de la famille rurale au Maroc, c'est-à-dire comment toutes les composantes de la société fonctionnent ensemble pour imposer la domination de la femme, pour qu'elle reste toujours en situation de dépendance et de subordination. Toutes les nations du monde ont tendance à reconnaître le rôle des femmes et l'importance de leur contribution aux plans social, politique, économique et culturel, et estiment que leur participation au processus décisionnel est un indicateur important du niveau de développement de la société et un véritable test pour la démocratie. Mais il faut noter que les femmes vivant dans les zones rurales ont toujours beaucoup de difficultés à s'intégrer à ce processus. C'est là qu'apparaît la dimension socioculturelle des valeurs prévalant dans les zones rurales, soit la position des femmes face aux perceptions qui règnent à leur égard et aux attitudes qui caractérisent la communauté villageoise par rapport à divers éléments de la féminité. Bien que la femme des régions rurales subisse ces actions spécifiques, elle construit sa propre représentation d'elle-même et l'étend à son interaction avec son environnement immédiat. Une recherche sur le terrain nous a montré que les femmes sont malheureusement vues non pas comme une entité humaine avec une conscience, de l'esprit et de la volonté, mais une présence sexuelle de sédition, sans tenir compte de l'être humain capable de prendre des décisions avec respect des aspects essentiels de la famille.

---

### **PACHE, Stéphanie**

École des Hautes Études en Sciences Sociales (France) / Université de Lausanne (Suisse)

#### **User de l'argument de santé : une individualisation des luttes?**

Les questions de santé ont fait partie des luttes féministes tout au long de leurs histoires, en particulier la question du droit à disposer de son corps. Dans le champ de la santé mentale, leurs contributions sont moins connues et reconnues, mais le mouvement féministe a joué un rôle certain dans l'élaboration de règles de déontologie par les associations professionnelles, notamment au sujet des abus sexuels sur les patientes, mais aussi dans les débats sur la classification des pathologies mentales et les révisions du désormais célèbre manuel de classification diagnostique américain, le *DSM*. Dans le contexte de ce qu'il est convenu d'appeler la seconde vague des mouvements féministes, des militantes féministes ont critiqué les savoirs et les pratiques en vigueur dans les années 1960 et 1970. Certaines ont cherché à transformer ces pratiques et à développer une prise en charge thérapeutique *féministe*. En l'inscrivant dans une histoire de ce mouvement qui croise les questions des luttes féministes, d'une lutte professionnelle et d'un mouvement de santé, ma contribution se propose de se pencher sur la question de la sanitarisation des revendications féministes dans le cadre de ce mouvement. Au cœur de ce projet se trouve la volonté d'appréhender la problématique des violences. Il s'agit de rendre compte du fait que la situation de domination des femmes dans le système patriarcal les expose à la violence au sens large et cette expérience produit des effets sur leur santé. Ce discours n'est plus l'apanage des féministes et des groupes sociaux discriminés en font actuellement plus ou moins usage dans leur lutte pour faire reconnaître les violences dont ils sont victimes. Le racisme, l'homophobie et le sexisme se voient ainsi réunis dans une même catégorie : facteur de traumatisme et donc mauvais pour la santé, en particulier pour la santé mentale. Il me semble pertinent de s'interroger sur cette conception de l'oppression et de la violence, notamment en regard du processus d'émancipation « thérapeutique » envisagé. La réponse souvent psychothérapeutique que l'on donne à ces « atteintes à la santé » peut en effet contribuer à renforcer une conception individualiste de l'action qui semble entrer en contradiction avec toute idée de résistance collective.

---

**PIANA, Laure**

Université d'Aix-Marseille (France)

**Les pôles de compétitivité, espaces de reproduction ou de reconfiguration des relations industrielles locales?**

Les pôles de compétitivité, créés en 2005, regroupent des grandes entreprises, des PME, des laboratoires de recherche sur un même territoire, dans le but de favoriser des coopérations de proximité garantant d'une économie de la connaissance compétitive (Blanc 2004). Cette question de la coopération pose néanmoins problème, dans la mesure où les pôles impliquent des acteurs fortement hétérogènes qui ne fonctionnent pas suivant les mêmes logiques. Au-delà de cette hétérogénéité comme frein à la coopération, se pose également la question des rapports de domination entre ces différents acteurs. En effet, les pôles de compétitivité épousent l'histoire des contextes productifs dans lesquels ils s'inscrivent et, de ce fait, les relations industrielles déjà existantes (Mendez, et al. 2008). Cette question se pose de manière d'autant plus forte que certains pôles se construisent autour d'une gouvernance par la firme locale de type privée (Gilly et Perrat 2003) et regroupent de nombreuses PME autour d'un donneur d'ordre. Dans ces configurations, les grandes entreprises sont en quelque sorte chargées de la politique industrielle vis-à-vis de ces PME : il s'agit pour elles de repérer, sélectionner, soutenir et accompagner les PME qu'elles considèrent comme pertinentes du point de vue de leur capacité à s'inscrire dans les projets (Carré 2007). Or les grandes entreprises ont souvent intérêt à accompagner et orienter, en fonction de leurs besoins, le développement des petites entreprises de manière coordonnée (Lescure, et al. 2001). Dans le même temps, les pôles se doivent de faire coopérer ces acteurs dont les positions sont asymétriques et certaines initiatives semblent chercher à revisiter ces relations industrielles déjà établies. Nous proposons donc de poser la question du rôle des pôles dans la reproduction ou la reconfiguration des rapports de domination entre des acteurs industriels à travers l'exemple d'un pôle de compétitivité, et plus particulièrement l'étude des actions menées par ce pôle dans l'objectif de revisiter les relations entre un donneur d'ordre et les PME. Notre méthodologie reposera sur une observation directe et des entretiens semi-directifs.

---

**ROUCOUX, Guillaume**

École Pratique des Hautes Études (France)

**Accord et concordance entre domination et résistance dans les « sectes »**

Relativement aux axes « intériorisation et coercition » et « du collectif à l'individuel », notre communication se propose de repenser les « sectes » depuis les « dominations » et « résistances » exercées en leur enceinte. Les « sectes » ont longtemps été définies comme des sites d'oppression totale, au sein desquels le droit à la parole est hiérarchiquement restreint, et d'où quiconque ne peut sortir. Engagées dans la modernité, celles apparues après la Seconde Guerre Mondiale ont manifesté *a contrario* leur volonté d'« émanciper » l'individu, et continuent de promouvoir son « choix » et sa « liberté ». Ce faisant, elles favorisent les résistances et revendiquent même la possibilité de quitter le groupe jusqu'à générer son éventuelle déconstruction. Néanmoins, de telles « sectes » ne disparaissent pas pour autant et leur leader confirme sa domination en décidant des modalités de résistance des adeptes. Ainsi, les résistances sont plutôt rares, notamment lorsqu'elles sont individuelles. Les mobilisations collectives elles, sont plus effectives, et ont plutôt tendance à fédérer les membres d'une même appartenance sociale, comme pour faire « communauté ». En se fédérant, un tel groupe développe alors des pratiques, attitudes et un discours critiques qui peuvent n'avoir finalement aucune prétention à déstabiliser la hiérarchie, mais seulement à rappeler à l'ordre, sans risquer de sanction, les membres aux statuts élevés, comme ceux qui y prétendent. A travers cet exemple des « sectes », nous montrerons comment des « résistances » peuvent être accordées par l'autorité ou concorder à son discours en vue de consolider sa « domination », nous permettant de repenser l'articulation, plus que l'opposition, de ces deux notions, mises à l'examen pendant cette Université d'Été.

---

**SARR, Henri Modiane Amad**

Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

**Discours sur les droits de la femme et adoption progressive de lois libérales en faveur de l'avortement provoqué en Afrique de l'Ouest. Contribution à une sociologie du dévoilement des nouvelles formes de domination symbolique.**

En Afrique, généralement, le genre est socialement défini par la communauté et juridiquement par l'État. Mais avec la nouvelle préoccupation mondiale que constituent les droits de l'Homme, notamment les

droits de la Femme (Bessis, 2001 ; Binstock, 1998), ces législations sont souvent décriées de l'extérieur et de plus en plus par des relais locaux comme des instruments discriminants à l'égard du sexe féminin et sont, pour cette raison, remises en cause (Sow, 1975). C'est ainsi qu'en 1979, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW), laquelle insiste particulièrement sur leur statut juridique, sur leur droit de procréer, et sur les incidences de la culture et de la tradition qui peuvent parfois limiter l'exercice de leurs droits fondamentaux (Rozée, 2007). Dès lors, le discours relatif à la liberté de procréation véhiculé dans ce genre de traités internationaux sert de base d'action et de référent pour la société civile organisée, qui l'utilise pour faire pression auprès des gouvernements pour l'adoption de lois dites libérales. Ainsi, dans la plupart des pays africains dont les lois étaient très restrictives et basées sur les lois des anciens colonisateurs (Braam et Hessini, 2004), la législation a récemment progressé en autorisant l'accès à l'avortement légal dans plus de situations qu'auparavant. Parmi ceux-ci, se trouvent le Bénin, la Guinée, le Mali, le Niger et le Togo (Boland et Katzive, 2008; Singh et al., 2009). La présente communication se veut un examen de quelques enjeux idéologiques et politiques à partir d'une analyse plus poussée du contenu de certaines notions qui se trouvent dans la santé de la reproduction, notamment « droits reproductifs et sexuels des femmes », « droit de la femme de disposer librement de son corps », « droit de la femme de décider librement de sa fécondité », etc. La principale conclusion qui ressort de cette analyse est que loin d'être socialement et politiquement neutre et de jouer un rôle d'information, ce discours est conçu de façon à orienter, voire à imposer aux Etats, par le biais d'une société civile locale relais, une vision du statut de la femme différente de celle intériorisée par la grande majorité des populations.

---

### **SHAFIEI, Mohammad**

École des Hautes Études en Sciences Sociales (France)

#### **Le langage et la domination en Iran. Une étude de la stratégie des stéréotypes**

Il existe dans la société iranienne un type spécifique de structure de pouvoir que les sociologues ont identifié et analysé selon divers concepts comme ceux de structure despotique, structure absolue etc. De telles approches s'appuient surtout sur les réalités technologiques, économiques ou géographiques, et ne sont pas des approches linguistiques et discursives. Pour mieux comprendre la spécificité de la structure du pouvoir et de la domination qui a survécu en Iran et qui continue à exister, il est impératif d'analyser la langue et le discours comme l'une des ressources les plus importantes du pouvoir, du combat et de la domination. Une telle analyse n'a pas encore été faite en Iran et constitue donc une nouvelle approche. L'objet de cette communication est une étude des stéréotypes liés au langage persan par rapport à la pratique de la domination. Le langage dans le domaine moral et politique fabrique beaucoup de stéréotypes ce qui génère des différenciations dans la société. Comme par exemple sur le « comportement normal », la santé morale, les femmes et le mariage, la déviation, le jugement porté sur des personnes différentes (religieuses, ethniques, langues, cultures etc.) Les stéréotypes sont porteurs de pratiques linguistiques montrant les fonctions de la domination. Ils agissent comme un bouclier protecteur contre les idées, en affaiblissant la résistance des relations du pouvoir. Ils peuvent changer le sens des nouvelles idées et des concepts tout en donnant des possibilités de construire de nouveaux champs de résistance. Nous pensons que les règles de fabrication des stéréotypes du langage évoluent continuellement dans le temps. Dans le cadre de cette communication, nous allons mettre en lumière le mécanisme du discours qui rend certaines choses compréhensibles, faciles d'accès et d'autres totalement hermétiques et incompréhensibles. En analysant le discours moral et politique à l'origine de plusieurs stéréotypes dans la société iranienne, nous examinerons la production des systèmes de différenciations sociales.

---

### **SIMONIN, Damien**

École Normale Supérieure de Lyon (France)

#### **Discours sur la domination et discours de résistance : la catégorie de « travail du sexe » contre la stigmatisation de la prostitution.**

Depuis les années 1970, la prostitution est un enjeu conflictuel en France. Les relations entre prostitution et domination font ainsi l'objet d'analyses divergentes s'articulant autour de deux pôles. D'un côté, la critique de la prostitution comme domination et la revendication de son abolition. De l'autre, l'analyse de dominations liées à ses conditions d'exercice et la demande de sa reconnaissance comme profession. La critique de la stigmatisation est toutefois partagée par toutes ces positions. Le stigmatisme associé à la prostitution est pluriel et variable, mais il produit toujours une exclusion des personnes qui se prostituent. En ce sens, même si ses effets sont aussi matériels, on peut l'envisager comme une forme de domination symbolique. Le langage est aussi un enjeu transversal des débats sur la prostitution : le lexique utilisé est

souvent associé à une prise de position. Depuis son apparition à la fin des années 1970, la catégorie de «travail du sexe» s'est ainsi diffusée dans différents domaines, mais son usage n'est jamais consensuel. Actuellement, elle est portée en particulier par le « mouvement des travailleur.ses du sexe », qui s'oppose à la stigmatisation de la prostitution, notamment par les discours qui la représentent comme étant en soi une domination. Autrement dit, ce mouvement porte une critique des effets performatifs des discours sur la domination. Dans ce contexte, je propose d'envisager la catégorie de « travail du sexe » comme une stratégie de résistance à la stigmatisation de la prostitution, notamment par les discours sur la domination. Ce qui implique d'abord de revenir sur les conditions socio-historiques d'émergence de la catégorie (le récit par Carol Leigh, prostituée et militante féministe, de son « invention » en 1978 aux États-Unis) et du mouvement en France (l'organisation progressive des mobilisations de prostituées, avec l'apparition de l'épidémie de sida puis l'accroissement de la répression). Je voudrais ensuite montrer le rôle de la catégorie dans l'organisation de ce mouvement (par la mobilisation de la « communauté » et la constitution d'alliances, autour du Syndicat du Travail Sexuel notamment) et dans la contestation des représentations de la prostitution comme domination (dans quelques exemples de controverses avec des mouvements abolitionnistes). À partir de cet exemple, il s'agit en fait de montrer le rôle des luttes de résistance pour la compréhension des dominations.

---

### **SOLO, Serge**

Université d'Antananarivo (Madagascar)

#### **L'interculturalité en contexte du développement urbain à Madagascar**

Notre projet de communication portera sur les problématiques de rapports sociaux et culturels en milieu urbain malgache. En effet, les phénomènes politiques, sociaux et culturels (les pratiques politiques, l'ethnocentrisme, le tribalcentrisme, etc.) qui entourent la dynamique urbaine favorise non pas la construction d'une société commune, mais plutôt le renforcement des fractures sociales et culturelles et des inégalités fondées sur la domination. Il n'y a pas possibilité de construire des valeurs communes et créer une synergie de pensées et d'actions au travers des interactions sociales et culturelles entre les communautés urbaines. Dans ce contexte, une nouvelle donne s'avère indispensable afin de pouvoir mettre en place un nouveau levier de développement urbain et construire un nouveau vivre-ensemble fondé sur des véritables interactions sociales et culturelles : l'interculturalité. Nous allons essayer à travers cette communication de démontrer que l'interculturalité pourrait constituer dans une situation actuelle des villes malgaches une assise importante pour la mise en place d'un système social qui pourra aider à retrouver un équilibre plus juste et fondé sur l'égalité au sein des rapports sociaux et culturels urbains. En deuxième temps, les principaux objectifs de ce projet consistent à partager nos expériences avec d'autres doctorants et chercheurs, recevoir des appréciations critiques et pouvoir mettre à jour nos documentations et analyses. Pour cela, deux principaux axes constitueront ce projet : présentation méthodologique articulée autour de la méthodologie de recherche et du cadrage théorique et approche prospective permettant de proposer des actions de réformes et de démontrer la logique dialectique interculturalité/développement urbain.

---

### **SOYSÜREN, Ibrahim**

Université de Neuchâtel (Suisse)

#### **Comment résister à l'expulsion? Une analyse comparative de trois guides**

Depuis le milieu des années 1970, les pays européens ont cherché à instaurer des barrières pour mieux contrôler l'arrivée de nouveaux migrants, favorisée dans la période précédente. Pourtant, à peu près deux décennies plus tard, on a dû constater les limites de ces restrictions à l'entrée. Dès lors, l'expulsion de différentes catégories d'étrangers indésirables a progressivement pris plus de place dans les agendas politiques des gouvernements de plusieurs pays européens. Il existe certainement un lien entre ces changements signalés et l'intérêt croissant des chercheurs pour l'expulsion des étrangers. Cela dit, dans la littérature consacrée à ce sujet, la question de la résistance n'a été que très peu traitée. Elle est pourtant particulièrement importante dans la mesure où la réussite ou l'échec de l'expulsion en dépend largement. Malgré toutes les précautions prises, le processus d'expulsion est susceptible d'échouer à tout moment. Les personnes expulsées, leur entourage, les associations et l'Etat vers lequel l'expulsion aura lieu ont la possibilité de contester l'expulsion et de la faire échouer. Il est nécessaire que plusieurs de ces acteurs soient explicitement ou tacitement d'accord, ou bien ne le contestent pas de manière assez forte pour que l'expulsion puisse arriver à terme. Dans ma communication, je me focaliserai sur la résistance des personnes à expulser sur la base de l'analyse des trois guides, dont l'un est écrit en français et les deux autres en anglais. Fruits d'efforts collectifs, ils ont pour but de conseiller les étrangers voulant résister à l'expulsion et de les guider dans leur résistance. Je m'intéresserai essentiellement aux moyens et stratégies



qu'ils proposent aux étrangers de mettre en place pour réussir dans leur contestation. Pour ce faire, j'entreprendrai d'abord une comparaison entre ces trois guides analysés. Ensuite, je comparerai les deux guides anglais entre eux et différentes versions du guide français dans le but de saisir et d'interpréter les différences et les similitudes les plus importantes. Enfin, en me basant sur le matériel recueilli dans le cadre de ma thèse, je montrerai que certains moyens ou stratégies de résistance manquent dans ces guides et j'essaierai de donner du sens à ces manques volontaires ou involontaires.

### **STROUDE, Aurianne**

---

Université de Fribourg (Suisse)

#### **La tentation alternative contemporaine : de l'action individuelle à la représentation collective**

La résistance contemporaine ne peut plus être simplement comprise à travers les luttes collectives organisées. Elle est aujourd'hui diffuse et apparaît dans l'espace public sous des formes variées. Nombre d'individus et de collectifs explorent aujourd'hui de nouvelles voies dans le but de réformer les modes de vie au niveau de la consommation, de l'alimentation, des transports, de l'agriculture, etc. Cette tentation pour l'alternative au sein de la société contemporaine est une forme d'agir individuel qui s'appuie non seulement sur le refus de certaines injonctions et l'adhésion à des revendications sociales et/ou politiques, mais aussi sur la création progressive de représentations partagées. La dimension prospective de ces démarches de distanciation face aux normes sociétales implique donc une certaine réflexivité collective. Cette quête d'alternative est portée par un imaginaire commun qui se nourrit des utopies et des projets politiques du passé tout en étant traversée par les paradoxes de la société contemporaine. Lors de cette communication, nous questionnerons les démarches alternatives comme des formes d'agir individuel portées par des croyances et des représentations collectives qui se constituent en réponse aux nouvelles formes de domination. Cette thématique sera développée à partir d'une recherche en cours menée en parallèle au sein de collectifs alternatifs (un écovillage et une initiative citoyenne inspirée du mouvement villes en transition) et auprès d'acteurs individuels qui ont opéré une bifurcation dans leur parcours de vie pour explorer un mode de vie alternatif.

### **TAMEKEM NGOUTSOP, Moïse**

---

Université de Yaoundé I (Cameroun)

#### **Des structures sociales coercitives aux déviations sexuelles incestueuses chez les jeunes au Cameroun : une socioanalyse des stratégies de résistances juvéniles à « l'oppression » d'une société autoritaire**

Une étude approfondie des sexualités non-normatives suppose aussi l'élucidation du type de société dans laquelle elles se déploient. L'inceste est une déviation sexuelle qui, comme beaucoup d'autres, interpelle la communauté scientifique à plusieurs niveaux. En examinant la question d'inceste sur le plan pratique, on se rend compte dans le contexte africain Bamiléké, qu'elle se pose avec acuité dans les milieux juvéniles. La société Bamiléké, comme toute autre société, présente les caractéristiques d'une certaine contradiction. Même si elle exige une parfaite conformité à la norme, elle semble aussi configurée de façon à produire la déviance. Partant de la symbolique de la sexualité et de l'inceste chez les Bamiléké, la présente communication se propose d'analyser le lien entre les jeunes, leur société, et la transgression du tabou incestueux. Plus précisément, les analyses situent les jeunes et leur société d'appartenance dans une sorte de dialectique permanente entre « l'acteur et le système » (Crozier, et Friedberg, 1977), entre l'individuel et le collectif. L'acteur, c'est-à-dire le jeune, est inséré dans un système social caractérisé par une rigidité du contrôle social et des structures de parenté. Ce cadre est celui de sa toute première socialisation. Happés par ces « filets sociaux primaires », les jeunes, en s'insérant désormais dans une société moderne caractérisée par un contrôle social démocratique, lieu de leur seconde socialisation, n'abandonnent pas. Ils réagissent à cet autoritarisme culturel initial par des stratégies qui, parfois, investissent le terrain de la déviance sexuelle à l'instar de l'inceste. Par le biais d'une méthodologie compréhensive (entretiens approfondis, observations directes, récits de vie, etc.), la présente communication se propose d'élaborer une critique des agencements sociaux, en montrant que la dynamique des sociétés (Balandier, 1981) est en réalité tributaire des forces et des luttes alimentées par des dominations et des résistances diverses.

### **TSIOLCHA, Anastasia**

---

Aristote Université de Thessalonique (Grèce)

#### **Le mouvement des "indignés" dans les médias grecs et étrangers: une analyse comparative.**

La crise économique qui a émergé en 2007 comme une crise du marché du logement aux États-Unis, s'est répandue ensuite dans la zone euro et a frappé en mai 2010 l'économie grecque, mais aussi la société

grecque. En effet, les conséquences sociales de la crise ont été plus fortes et plus importantes que les conséquences financières. Entre autres choses et en réponse aux titulaires capitalistes du monde entier, le mouvement des «indignés» a émergé dans de nombreuses villes européennes comme Athènes, avec comme principal objectif l'établissement d'une «Démocratie Populaire». Le but de notre communication est d'examiner les circonstances, les causes et les formes de l'expression du mouvement en Grèce et en Europe, ainsi que le traitement des événements par les médias européens et nationaux. Par le biais de l'analyse de contenu et de l'analyse comparative, nous allons étudier les similitudes et les différences du traitement médiatique de cette question. L'échantillon se constituera des articles, des reportages dans les bulletins de nouvelles et des affichages en ligne des médias grecs et étrangers. Nous allons également examiner si les médias grecs ont traité la question de la même manière que les médias étrangers dans le cadre de l'information mondialisée.

---

**TUKUMBI RAMAZANI, Gérard**

Université de Lubumbashi (République démocratique du Congo)

**Résistance des ruraux au pouvoir traditionnel dans le district du Tanganyika**

En RDC, le pouvoir traditionnel est constitutionnel. Les chefs traditionnels sont non seulement investis par la loi, mais aussi intronisés au regard des croyances et pratiques coutumières qui leur confèrent la légitimité. Cette juxtaposition des valeurs suscite souvent des conflits dans la gestion des populations. L'ancrage de ce pouvoir aux croyances traditionnelles constitue un facteur prépondérant de domination, d'obéissance sans relâche des dirigés à l'ordre établi. Ceci conduit les chefs à gérer les entités rurales comme des monarchies. Leurs volontés sont appliquées plus que celles du pouvoir administratif qui, dans beaucoup de cas est inexistant dans les milieux ruraux. Les chefs coutumiers sont des personnes de référence quand il faut matérialiser les actions de développement. On peut avoir les autorisations du pouvoir politique mais il faut toujours négocier avec ces chefs. Leurs priorités de développement ne répondent toujours pas à celles de la population. Celle-ci doit, dans ce cas, montrer son obéissance au chef et en même temps s'opposer aux idées qui ne favorisent pas le développement rural. Etant donné que ces milieux manquent presque de tout, les ONG qui y opèrent, pour contourner le diktat des chefs coutumiers, associent les communautés locales à la prise de décision sur les priorités de développement à financer. C'est à ce niveau que se situent les ambiguïtés de développement des milieux ruraux. De mes observations sur terrain, je relève une forte emprise du pouvoir traditionnel dans le vécu des populations. Les chefs coutumiers imposent leurs points de vue sur les priorités des actions à entreprendre qui répondent souvent à leurs intérêts. Pour ne pas contredire les chefs, les populations se montrent obéissantes à leurs ordres car ils sont des représentants de valeurs coutumières. En même temps, elles craignent d'être frappées par les puissances occultes. Comment dans ce contexte les populations rurales résistent-elles à l'hégémonie des chefs coutumiers ? Quelles stratégies prennent-elles pour contourner de façon pacifique les ordres coutumiers ? Cette communication rapporte les formes pacifiques de résistance que développent les ruraux face à une légitimation excessive du pouvoir coutumier.

VALLET, Guillaume

---

Université de Genève (Suisse) / École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris)

**La domination « maximale » : réalité ou fantasme ? Le cas des pratiquants masculins de bodybuilding**

Bien que demeurant une pratique sportive relativement marginale, le bodybuilding demeure plébiscité aujourd'hui. Si tous ses adeptes ne s'inscrivent pas dans une démarche « extrême » ou professionnelle, leur volonté de sculpter leur corps est malgré tout significative d'un désir de transformation plus ou moins radicale de soi, en suivant la philosophie explicite du « no pain, no gain ». Or cette exigence de résultats corporels semble majoritairement le fait des hommes (Jouve & Tomaszek, 2011): cela ne signifie pas que la pratique est exclusivement le fait des hommes; au contraire, ce sport s'est ouvert aux femmes, en particulier depuis les années 1960. Le développement du bodybuilding professionnel féminin le prouve. Mais ce sport reste dans les faits comme dans l'imaginaire des gens un domaine fortement empreint de masculinité: pour rester dans l'univers du bodybuilding professionnel, la survalorisation des compétitions masculines le montre. A partir de recherches effectuées pendant un an dans 3 salles de Haute-Savoie, ayant donné lieu à des phases d'observation directe et à trente entretiens, nous cherchons à mettre en évidence que cet investissement du corps chez certains hommes incarne une volonté plus ou moins conscientisée de domination masculine (Daune-Richard & Devreux, 1992 ; Bourdieu, 1998), voire de masculinité hégémonique (Connell & alii, 1985). Celles-ci se concrétisent matériellement ou symboliquement à travers le corps « augmenté », que ce soit vis-à-vis des femmes et des autres hommes

(Thiers-Vidal, 2010), pour « faire le genre » (West & Zimmerman, 1987). Nos recherches tendent à démontrer que les hommes les plus prompts à s'inscrire dans cette logique semblent être aussi ceux qui ressentent le plus de fragilité dans leur vie quotidienne, que ce soit par rapport à leur identité de sexe mais surtout à leur positionnement et leur vécu professionnel. Le corps devient ainsi le lieu d'une « résistance », apparaît comme une ancre à soi dans un monde en constants bouleversements. Ainsi, il semblerait exister une certaine dialectique de la volonté d'exercice de la domination, l'apparence extérieure forte s'accompagnant d'une faiblesse intérieure (Klein, 1993), l'homme «maximale» étant en fait «minimal». Mais surtout, en cherchant à s'inscrire dans ce projet corporel individualisé, le pratiquant croyant se découvrir et se construire ne risque-t-il pas de se perdre et de ne pas atteindre ses fins, passant de Prométhée à Sisyphe ?

**ZEGHIGHE, Sabrina**

---

Université d'Ottawa (Ontario/Canada)

**Minorité musulmane en Inde : construction identitaire en situation de conflit**

Ma communication vise à examiner les conflits interethniques entre Hindous et Musulmans et leur impact sur l'identité ethnique de la minorité musulmane. Contrairement aux visions constructivistes de l'ethnicité (qui en soulignent le côté arbitraire) et des théories de l'hybridité (qui la confondent avec le matériau culturel qu'elle renferme), je formule l'hypothèse que l'identité ethnique est, comme le disait Barth (1969), définie dans des rapports sociaux qui, s'ils s'inscrivent dans un contexte conflictuel, peuvent rendre le processus de dichotomisation indépendant de sa fonction organisationnelle. Dans un premier temps, je me pencherai sur les griefs et les craintes que les Hindous et les Musulmans nourrissent les uns envers les autres, lesquels étaient leurs revendications et servent souvent de tremplin aux épisodes de violence. Dans un deuxième temps, je dégagerai les éléments qui aggravent ces conflits, tant sur le plan de la violence que sur le plan de l'ampleur géographique ou de leur durée. Enfin, je relèverai les points qui expliquent que l'on assiste le plus souvent à un retour à la normale. Je m'interrogerai en conclusion sur ce que cela signifie en termes de rapports sociaux et de processus identitaires.